

le monde
libertaire

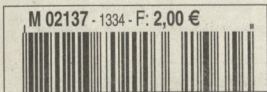
hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérent de l'Internationale des Fédérations anarchistes



le monde

libertaire

On ne peut pas réformer
le capitalisme
Ouvrez les yeux!



2€

0026-9433

« La calotte a toujours en poche la boîte
d'allumettes pour embraser les bûchers! »

Eric Gava

hebdo n° 1334

du 30 octobre au 5 novembre 2003

70P 2520



Sommaire

Ladrisse, ou la politique de **l'autruche**, page 5

Le **Forum social libertaire** se précise, page 5

Anticipation : le **Pape** passe le deuxième pied dans le trou, par Jipé, page 6

Bernadette et les cornettes, par Patrick Shindler, page 6

Le maire communiste n'aime pas les **mandigots**, par Steph@, page 7

Lula brade la protection sociale, par Carlos Latuff, page 8

La révolution est-elle commencée en **Bolovie**?, page 9

Printemps 2003, pour La Sociale, c'est **raté**, page 10

La place des **femmes** dans la lutte émancipatrice, par ls@, page 13

Horizon bouché pour les **sciences sociales**, par Anne Vernet, page 15

Lucian Pintilie, **Niki et Flo**, une banalité meurtrière, interview par Heike Hurst, page 19

Agenda de la semaine, page 22

Francois Béranger, **salut l'artiste**, par Thierry, page 23

Serge Utgé-Royo salue **Gilles Durou**, page 23



Directeur de publication : Bernard Touchais
Commission paritaire n° 0906 I 80740
Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - EDRB
Diffusion NMPP

Le Monde libertaire est imprimé sur papier recyclé.

Photos et illustrations de ce numéro : droits réservés.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (hors série inclus)	France * (+ DOM TOM)	Sous pli fermé * France	Étranger **
3 mois 13 n ^{os}	○ 20 €	○ 32 €	○ 27 €
6 mois 25 n ^{os}	○ 38 €	○ 61 €	○ 46 €
1 an 45 n ^{os}	○ 61 €	○ 99 €	○ 77 €
Abonnement de soutien	○ 76 €		

* pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction en France métropolitaine (sous bande uniquement)
** les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal (CCP)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

(en lettres capitales)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Chèque bancaire Virement postal (compte CCP Paris 1 128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tel : 01 48 05 34 08 - Fax : 01 49 29 98 59

2 abonnez-vous !

Le Monde libertaire du 30 octobre au 5 novembre 2003



Vers un capitalisme « altéré » ?

Jean-Pierre Garnier

SI ON POUVAIT encore en rire, les dernières déclarations du gouvernement sont certes à mourir... Répertoire par le journal de l'anti-France (alias le Monde): un projet de loi organiserait une réforme profonde des règles du jeu social, le principe de l'accord majoritaire est instauré, l'accord d'entreprise pourra déroger à l'accord de branche, les non-syndiqués pourront peser sur les négociations.

Le gogo de service trouvera peut-être que le ministre du Travail est drôlement chouette, qu'il donne la parole à la base, aux « en-dehors », qu'il met sur la touche les vilains bureaucrates.

On pourrait aussi se souvenir ou rappeler que dans une entreprise, de quelque Industrie qu'elle soit, les augmentations de salaire sont applicables à toutes et à tous.

De la même eau, un accord d'entreprise « en mieux » d'un accord de branche était applicable localement. Mais l'avenir semble nous dire que un sous en moins dans un coin serait un sous en moins partout...

Le dialogue social sans le rapport de force c'est vraiment le Code du travail à la poubelle. Et nos chers syndicats représentatifs sont-ils encore en dessous du niveau de la mer ?

Il y a une dizaine d'années Hamster lugubre (alias Michel Rocard), dans un hebdo de gauche, répondait à la question « pourquoi ça ne marche pas entre les syndicats et la gauche au pouvoir », que dans notre bel Hexagone le syndicalisme était d'origine anarchiste, CQFD! Mais aujourd'hui que reste-il de nos amours ?

Les camarades anarchistes qui restent contre vents et marées à la CGT, disaient que malgré toutes les divergences avec les majoritaires de Montreuil, l'essentiel restait dans l'unité de la classe ouvrière contre le capital.

Avec la transmutation génétique pour aller dans la planète CES, la base militante de l'ex-centrale de la rue La Fayette a intérêt à se préparer au pire. Pierre Monatte pourrait se gausser de la Nouvelle Vie ouvrière où on met en exergue la signature de l'accord sur la formation professionnelle. Cela permettrait « d'en exiger une bonne application ». Le mouvement du printemps a été ce qu'il a pu être. Mais les grands mouvements solidaires et interprofessionnels sont à venir. Craints par certains, mais pour les autres qui espèrent un monde nouveau...



Mc Escher, Reptiles

« EN CES TEMPS de confusion généralisée, n'est-il pourtant pas essentiel pour les anarchistes de tenter de constituer un pôle de lucidité, de rationalité et d'exigence intellectuelle? »¹ Sylvie Picard visait ainsi des libertaires qui avaient pu « s'enticher » d'élucubrations propagées par une tenante de la quer theory sur le caractère purement verbal de la différence masculin-féminin. Une telle mise en

garde pourrait revêtir un caractère beaucoup plus général au vu du confusionnisme qui s'est emparé, depuis quelque temps déjà, de quelques esprits, plus nombreux qu'il paraît, se réclamant de l'anarchisme à propos de questions directement politiques.

Le prétendu « séisme » politique du 21 avril 2002 avait déjà donné lieu, dans certains milieux libertaires, à un « sursaut » électoraliste des plus cocasses qui, au nom d'un « antifascisme » assez fantasmagique, lui aussi, allait, une fois de plus, porter au pouvoir ces gouvernants que l'on qualifie de « démocrates » parce qu'ils dispensent la classe dominante d'avoir à recourir au fascisme pour continuer à dominer. Or voici que nombre de militants anarchistes, soucieux à

juste titre de ne pas se cantonner dans un isolement sectaire, se bousculent maintenant au portillon pour ne pas rater le coche de l'« altermondialisation », sans guère se préoccuper, semble-t-il, de savoir exactement pour qui – et vers quoi – il roule. C'est-à-dire si l'« autre monde possible » qui se profilerait au bout de la route ne serait pas, en définitive, un monde autrement capitaliste, et non un monde autre que capitaliste.

Il suffit pourtant de lire ou d'entendre les leaders les plus en vue du mouvement « altermondialiste », à commencer par les « experts », pour s'assurer que l'anticapitalisme, à leurs yeux, n'est absolument plus de saison.

« Les choses vont sans dire, mais encore mieux en le disant. » Décidés à mettre ce dicton en application, trois d'entre nous² partîmes en expédition, par un bel-après midi d'automne³, au Lounge Bar, café branché-bobo de La Bastille, pour distribuer quelques tracts pour le FSL, mais surtout avec la ferme intention de faire dire publiquement au nouveau président d'Attac, Jacques Nikonoff, ce que beaucoup, y compris parmi les anars, font semblant de ne pas avoir compris.

Altérer: du latin *alterare*: « rendre autre », de *alter* (Le Robert)

suite page 4

Vers un capitalisme « altéré » ?

suite de la page 3

Le poulain de Bernard Cassen avait été invité à plancher sur l'« altermondialisation » dans le cadre d'un exposé-débat organisé par Génération République, association de jeunes supporters ex-chevènementistes frais et moulus de Sciences Po, HEC et autres fabriques de premiers de la classe de l'encadrement capitaliste. On eut droit, comme à l'ENA, à un topo en deux parties : la raison d'être d'un « nouveau mouvement émancipateur (sic) », et les grands « axes » du « projet » de l'une de ses composantes, Attac.

Cette « association d'éducation populaire » et le mouvement « citoyen » planétaire dans lequel elle s'inscrit serait, selon J. Nikonoff, né de l'« échec » des deux précédentes tentatives émancipatrices. Pour expliquer ledit échec, il se contenta de pointer du doigt les partis « communistes » des pays du socialisme irréal, économiquement inefficients et politiquement peu regardants à l'égard du respect des « libertés démocratiques », et les partis « socialistes » des pays capitalistes, passés de la social-démocratie au « social-libéralisme ». En bon apparatchik du PCF, le nouveau patron d'Attac se garda bien, toutefois, d'évoquer la part prise par son propre parti dans cette double faille. Et encore moins d'émettre des doutes sur la nature de classe et les finalités réelles des organisations politiques et syndicales qui en étaient responsables.

Mettant à profit un rapport de forces ainsi redevenu en sa faveur, la bourgeoisie, de plus en plus mondialisée, est donc repartie à

l'offensive, offensive économique et politique, mais aussi idéologique. D'où l'objectif d'Attac : « déconstruire l'idéologie néolibérale ». Mais, comme chacun sait, la contestation n'a de sens, de nos jours, que si elle s'accompagne de « propositions ». Aussi Nikonoff s'employa-t-il à énumérer et à préciser les « axes » principaux autour desquels celles-ci s'ordonnent. Or, si l'on excepte le changement d'échelle – le cadre national cède la place au cadre européen –, elles ne comportent aucune nouveauté, puisqu'elles reviennent à préconiser un retour à un interventionnisme de type keynésien, au plan économique, et à l'État providence, au plan « social ».

C'est précisément sur le sens de ce retour que nous avons choisi d'interroger Nikonoff, après qu'il eut répondu à une série de questions plus insanes les unes que les autres émanant d'un auditoire qui le faisait paraître presque gauchiste.* Compte tenu de la réponse hautement significative de l'intéressé, je retranscris dans leur intégralité les termes dans lesquels la question lui fut oralement adressée.

« On peut être d'accord avec vous sur l'origine du mouvement altermondialiste. Mais, vous avez oublié deux choses [Ce n'était pas un oubli, et nous n'étions évidemment pas d'accord avec lui, mais, vu le contexte, il fallait faire comme si]. D'abord, les deux projets émancipateurs auquel vous avez fait allusion étaient portés par le mouvement ouvrier, même si celui-ci a été trompé sinon trahi par les partis qui le représentaient. Ensuite, il en

découle que l'alternative réforme ou révolution à laquelle ces deux projets renvoyaient avait quand même pour horizon un au-delà du capitalisme, qu'on l'appelle socialisme ou communisme. Qu'en est-il du projet d'Attac ? S'agit-il d'un retour en arrière défensif vers le keynésianisme et le *welfare state*, ou est-il conçu comme une étape vers un type de société radicalement différent ? Bref, le capitalisme est-il, pour vous comme pour tant d'autres, l'horizon indépassable de notre temps ? »

La réponse de Nikonoff a eu le mérite de la clarté : « Attac ne situe pas son projet dans une perspective de dépassement du capitalisme. Cela relève de l'idéologie (sic). Nous, nous sommes des pragmatiques. » Pour qui ne s'était pas laissé bercer par les sirènes du citoyennisme, ce n'était évidemment pas là un scoop. Mais la phrase qui a suivi mérite à coup sûr réflexion : « Il n'en demeure pas moins que si les actions d'Attac aboutissent, le capitalisme s'en trouvera profondément altéré. »

« Altéré » comme il le fut au cours des trois décennies de l'après-guerre – les trop fameuses Trente Glorieuses – dont Nikonoff venait de nous vanter nostalgiquement les charmes, sorte d'âge d'or du capitalisme où l'intervention de l'État, bien loin de mettre un frein à l'exploitation, l'avait relancé sur des bases nouvelles. Avec pour effet l'avènement d'une société dite de consommation, coup d'envoi à cette « marchandisation du monde » (baignole, télé, frigo, etc.) dont on se plaît, Nikonoff, Cassen et Ramonet en tête, à dénoncer aujourd'hui la nocivité. Obligés de céder la parole à d'autres intervenants, nous n'avons pu, cependant, relancer la discussion.

Que retenir de cet échange de vues biaisé ? Tout simplement qu'il permet de lever l'ambiguïté attachée au pseudo-concept d'« altermondialisation ». L'« altération » que devrait subir le capitalisme sous les coups de boutoir des « altermondialistes » n'annonce aucune, en effet, sa destruction. Bien au contraire : il s'agit de le « rendre autre » pour l'aider à perdurer, ne serait-ce, au plan idéologique, qu'en le faisant passer pour autre chose que ce qu'il est. On retrouve ici à l'œuvre la dialectique séculaire inhérente à la reproduction des rapports de production. Les partisans cyniques de l'ordre bourgeois en avaient jadis, par une formule, parfaitement résumé la philosophie : « le changement dans la continuité ». J.-P.G.

Allemagne répression militariste

Deux objecteurs allemands de Bremen, au nord de l'Allemagne, sont en prison militaire. Ils furent appelés le 1^{er} octobre pour leur service militaire et s'y rendirent pour signifier leur refus d'obéir à un ordre quelconque. Jannes von Bestenbostel dut aller à la prison de Trukft Roland, car il n'y avait pas suffisamment de cellules à Branderburg. Simon Alexander Lieberg fut appelé à servir à Varel, dans une unité de parachutistes, qui fait partie des unités allemandes de déploiement rapide. D'ordinaire, les objecteurs totaux doivent effectuer entre 63 et 84 jours d'arrêts militaires. Après cette période, leurs dossiers seront transmis à la justice civile où ils seront jugés pour avoir désobéi aux ordres.

L'Internationale des résistants à la guerre (IRG), qui réclame la libération de tous les objecteurs en prison, vous invite à envoyer des lettres de soutien à Jannes von Bestenbostel et Simon Alexander Lieberg.

Leur résidences forcées sont les suivantes :

Jannes von Bestenbostel, Trukft Roland-Kaserne, Fohrder Landstrasse 33
14772 Brandenburg, Germany

Simon Alexander Lieberg, Fallschirmjaegerbattalion 33, Frieslandkaserne
26316 Varel, Germany

Vous pouvez aussi écrire ou téléphoner aux ambassades allemandes en France et Belgique, ou écrire au ministre allemand de la défense, Peter Struck (Peter Struck, Minister for Defence, Stauffenbergstraße 18, 10785 Berlin, Germany. Tél. +49-18 88-24 00. fax +49-18 88-24 83 33. email peter.struck@bundestag.de)

Sources : IRG, le 23 octobre 2003.

1. Sylvie Picard, « Queer theory, la politique fantasmagique », le *Monde libertaire*, 16-22 octobre 2003.

2. L'auteur de ces lignes et deux militants de la FA.

3. Le samedi 11 octobre.

4. Ainsi l'accusait-on de ne pas connaître les « lois du marché » ou d'en méconnaître les bienfaits. Les prochains invités de Génération République n'en courent pas ces reproches : sur la liste des conférenciers annoncés figurent, entre autres, Emmanuel Todd, géniteur du « concept » chiraquien de « fracture sociale », Pierre Rosanvallon, président de feu la Fondation cédétiste et patronale Saint-Simon, et Dominique Strauss-Kahn qu'il est inutile de présenter.

Quand l'autruche éternue...

Inconscients socialistes

« Les altermondialistes sont parfois socialistes sans le savoir. » (François Hollande)

Chez ceux, rares, qui s'en aperçoivent, on note des comportements étranges : ils s'insultent, se barbouillent eux-mêmes d'œuf pourri, arrachent leurs affiches et foutent par terre leur propre stand.

La petite sirène

« L'abstention, c'est un feu orange, et même un feu orange avec une sirène. » (François Bayrou)

C'est avec ce genre de métaphores sémaphoresques que le méroù de l'udf entendait faire trembler les poissons marteaux de l'UMP... Une chose est sûre : le jour où le feu passe au rouge et noir, tout ça fera de l'excellente friture.

Belges certes, mais entiers

« Les socialistes belges, même s'ils sont flamands, ne sont pas des moitiés de Belges. » (Arnaud de Montebourg)

Quand un demi-socialiste totalement français donne un quart de leçon de semi-géopolitique, on se rend soudain compte qu'il n'en est pas la moitié d'un.

Comptes cruels

« Le Medef ne se désintéresse pas de l'assurance-maladie. » (Ernest-Antoine Seillière)

Selon les informations que vient de nous faire parvenir le petit chaperon rouge, il semble que le grand méchant loup ne se désintéresse pas non plus de l'avenir de Mère-Grand.

Choc prétraumatique

« Moi je ne vis pas dans le traumatisme des élections à venir. » (Jean-Louis Borloo)

Pourquoi seraient-elles traumatisantes, les élections à venir ? Certes Le FN battra ça et là de nouveaux records, et alors, où est le problème ? Borloo, lui n'est pas candidat, il est juste ministre, et encore... Le trauma d'un Le Pen président de la région Paca, il risque pas d'en souffrir : il bosse dans le Valenciennois.

Poor lonesome cow

« Pour briser l'ostracisme qui nous entoure en France, une reconnaissance par les médias américains est capitale. » (Marine Le Pen)

Réactions des fermiers texans découvrant l'interview de Le Pen fille à la une du *OK Corral chronicle* : Joe pense que Le Pen ça sonne comme Ben Laden, donc c'est sûrement un nom arabe. Jack opine du chef et crache sur ses bottes. William ajoute que la France, tout ça, c'est des sauvages et pis y'a juste à leur foutre une bombe sur la gueule. Averell, président des États-Unis, convoque une conférence de presse pour demander quand est-ce qu'on mange.

Frédo Ladrissé.

(Sources : France 2, France Inter, Libération, le Monde, le Nouvel Observateur).

c'est toute

... la jungle qui s'enrhume

encore du

FSL

Forum social libertaire

Mardi 11 novembre

Espace Louise-Michel, 42 ter, rue des Cascades, Paris 20^e (M^o Jourdain)

De 14 heures à 19 heures : expo photos sur le **Chiapas** et la **révolte en Kabylie**, tables de presse, tables rondes et projection de film sur magnétoscope toute la journée.

Atelier d'art populaire, 49 bis, rue des Cascades, Paris 20^e (M^o Jourdain)

De 14 heures à 18h30 : exposition de calaveras et gravures de Nicolas De Jesus.

Studio de l'Ermitage : 8, rue de l'Ermitage, Paris 20^e (M^o Jourdain)

De 14h30 à 19 heures : projections de films suivie de discussions.

Paroles zapatistes contre l'injustice, 26 minutes (2002)

Les caracoles zapatistes, 26 minutes (2003)

Messages kabyles, 51 minutes (2001)

De 20 heures à 23 heures : musique kabyle et latino avec Ali et Bato loco.

Anarchistes en 2003 !

20 heures : Ce que veulent les anarchistes. Débat au Forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès à Ivry (M^o Pierre-Curie)

Mercredi 12 novembre

Dans le cadre de la journée « droit des femmes »

20 heures : **Sexisme, homophobie, lesbophobie, transphobie, biphobie...**

Quelles luttes aujourd'hui ?

Aujourd'hui, les inégalités entre hommes et femmes, et les discriminations liées à l'orientation ou l'identité sexuelles sont toujours insupportables. Les femmes assument toujours l'essentiel des tâches ménagères, elles sont plus touchées par le chômage et la misère, victimes de la violence masculine, et la société continue de glorifier le sacro-saint modèle du couple hétérosexuel monogame avec enfants. Les luttes contre les pubs sexistes, contre les normes sexuées, pour les droits des transgènes, pour la reconnaissance de la parentalité des gays et lesbiennes... ont en commun la remise en cause du patriarcat et des rôles traditionnels des sexes. Une nécessité !

92, rue d'Aubervilliers, Paris 19^e (M^o Stalingrad ou Riquet)

Vendredi 14 à Saint Ouen

18 heures : **Pour un antipatriarcat révolutionnaire**

D'Emma Goldman à aujourd'hui, des femmes et des hommes se battent à la fois contre le patriarcat et contre le capitalisme. Le premier régit toute la société et construit chaque individu selon le schéma de la domination des femmes par les hommes, de la féminité par la virilité... Omniprésent et autonome, ce système s'appuie sur le capitalisme fondé sur l'exploitation et le profit et le renforce (le temps partiel des femmes, l'esclavage sexuel, etc.). C'est pourquoi, nous, anarchistes et féministes, nous pensons qu'il faut détruire à la fois le modèle marchand qui fonde notre société et la division de l'humanité en deux groupes inégaux qui justifie les discriminations actuelles.



il est pas mort, il est crevé

LE PAPE est mort, un nouveau Pape est appelé à régner! Araignée? Quel drôle de nom pour un Pape! Pourquoi pas libellule ou papillon. Tout le monde connaît ça! Mais en fait d'araignée, de libellule ou de papillon c'est plutôt de cafard dont il faudrait parler. Cette espèce d'insecte répugnant et profiteur, parasite et inutile, cette blatte velue résistant à tous les conflits est en tout point comparable à cette racaille cléricale qui vient de mourir.

Alors à tout ceux qui pensent encore que l'anticléricalisme prend un peu l'eau et que ça devient hors sujet, à toutes ces femmes qui ont subi des grossesses non désirées parce que l'Église et des représentants qui ont fait vœux de chasteté (ils ne savent pas ce qu'ils perdent!) s'opposent à l'IVG, à tous ces pauvres gamins nés dans la misère et qui ne connaîtront que la misère, à tous ces malades réconfortés par d'inutiles et dérisoires prières d'une bonne sœur qui fit son fonds de commerce du malheur des autres, qui s'en nourrit et qui s'en abreuve jusqu'à la nausée, à tous ces zéloteurs de l'Opus Dei, cette espèce d'ordre noir,

qui place ses hommes au pouvoir, à tous ceux qui pensent que les curés ne sont pas bien méchants et qu'ils sont d'excellents alibis pour raconter des histoires drôles de fins de banquet républicain, à tout les cathos de gauche, à tous les prêtres ouvriers, à tous ceux en quête de spiritualité comme désir immanent



n'est ce pas, à tous ceux qui courbent l'échine et qui aiment ça, à tous ceux là, nous aurions aimé déposer le cadavre de ce pape à vos pieds.

De la condamnation du préservatif, de celle de l'IVG, de l'homosexualité en général, Jean-Paul II qui vient d'avaloir son bulletin de naissance, reste et restera l'incarnation d'une autorité que même les autres siècles n'auront jamais mérité. Le catholicisme, et faut-il le regretter, perd non seulement son plus ignoble symbole, mais montre s'il en était besoin son incapacité chronique à faire face à la moindre parcelle de modernité et d'évolution des mœurs.

Mais l'opinion publique, ça se travaille et d'ores et déjà, la presse nous prépare à de grandioses funérailles, celle d'un homme qui finalement n'était pas si mauvais. Pensez donc, on ne se débarrasse du communisme une grande partie de l'Europe orientale sans avoir des qualités cachées. C'est pas le tout de ne pas supporter les nageuses est-allemandes ou les hétérophiles bulgares, encore faut-il savoir les mettre hors d'état de nuire. L'obscurantisme a régné en maître. Il n'est pas sûr qu'il crève de sitôt. Cette pauvre civilisation a connu bien d'autres Papes. Et des pas drôles. Plut à Dieu que le prochain nous fasse un peu rire. Tiens revendiquer Jérusalem! C'est pas con ça.

Jipé

Bondieuseries

COMME par hasard, en ces temps agités par les voiles de toutes les religions, combien d'entre nous auront remarqué la joyeuse canonisation de la mère Teresa, au côté de tout ce que le Vatican compte d'intégristes, et des plus attachés aux symboles et valeurs de l'Opus Dei? Pourtant, son sein regroupait les têtes couronnées des royaumes et des républiques européennes. Bernadette Chirac y représentait la France, ce privilège lui étant échu, je suppose, par les 82 % de voix récoltées par son mari. Elle écrasait par sa présente ferveur voilée (ornée religieusement d'une mantille noire), un tout petit Premier ministre, censé représenter un pays laïque!

Vautrée aux côtés d'un pape finissant (avant le prochain) de nous nuire, furieusement anti-IVG, anti-prévention et homophobe, l'auto proclamée première dame de France, avait donc revêtu un costume de circonstance. Mais d'où nous vient la mantille, sinon des opérètes espagnolisantes du XIX^e siècle? Jusqu'aux années cinquante et soixante, les femmes ne pouvaient pénétrer dans une église catholique, sans porter, sur la tête, ce qui fut qualifié de « mantille ». Le plus souvent elle était noire. Mais, magie de l'adaptation d'une église qui bientôt ne compterait plus aucun-e « fidèle »: il fut consenti que les femmes les plus jeunes, pourraient en porter une blanche. Symbole d'avenir et de virginité? Toujours est-il que Marie Besnard, devant les assises de Bordeaux proclama « sa situation de bonne dame de Loudun », justement, par le port constant de sa « pieuse » et vénérable mantille!

Dans les années suivantes, la « communion solennelle » donnait également l'occasion de voiler les jeunes filles... comme des mariées, voilées de blanc... Symbole, quand tu nous tiens, tu ne nous lâches plus et nous fait faire beaucoup d'années pour la patrie...

Depuis, la mariée catholique pratiquante (il en reste combien?) est toujours contrainte de se voiler, également lors de la cérémonie religieuse du mariage. Je pense qu'il ne s'agit plus alors d'un choix, mais uniquement d'un symbole. La voilée se tait symboliquement pour toujours et prie! Que Bernadette Chirac prie: on s'en tape! Seule la symbolique nous intéresse 1 et quant on voit les ravages que tous les voiles provoquent... Debout femmes et hommes esclaves: déchirons voiles et cravates!

Patrick Schindler

groupe-claaaaaash@federation-anarchiste.org

1. Pour toute information complémentaire et bien documentée, lire le n° 25 de la revue Prochoix, été 2003, « Voile », en vente à la librairie Publico et dans tous les bonnes librairies anarchistes.

T'as pas deux euros ?

À AURAY, petite ville du golfe du Morbihan de 12 000 habitant-e-s, haut lieu touristique, le maire communiste Michel Le Scouarnec a pris deux arrêtés municipaux prenant effet le 2 octobre jusqu'au 31 octobre: l'un interdit la consommation d'alcool, l'autre les occupations prolongées de certains lieux. Ces arrêtés sont reproductibles si « nécessaire ».

À la demande de l'opposition de droite s'inquiétant de la présence de « jeunes adultes agressifs » dans les rues, le maire a répondu partager ses inquiétudes et a pris en conséquence des mesures exceptionnelles car « les gens ont peur. Ce n'est pas normal ». En fait, depuis l'été, le nombre de SDF (une vingtaine) faisant la manche à Auray a augmenté. D'aucuns (plutôt méprisants) disent que c'est parce que les structures d'accueil à Auray sont appréciables, l'information aurait alors circulé...

Toujours est-il que des individus en galère picolent souvent, circulent avec des chiens, et il n'est pas étonnant qu'il y ait des violences. Ainsi sont interdites les « occupations abusives et prolongées des places, rues, squares, enceintes sportives, ouverts à la circulation publique, dès qu'elles sont accompagnées ou non de sollicitations ou quêtes à l'égard des passants lorsqu'elles sont de nature à nuire à la commodité du passage, à entraver la circulation des personnes ou à porter atteinte à la sécurité et au bon ordre public ». Est également visé « le regroupement de chiens même tenus en laisse et accompagnés de leurs maîtres lorsqu'il est de nature à troubler l'ordre public ».

Dans la foulée deviennent aussi objet de contraventions la station assise ou allongée. Le maire dit « ne pas avoir le choix » et espère « lever ce dispositif au plus vite ».

Ainsi le rôle d'une municipalité de gauche, en bonne gestionnaire de cette société, revient-il à chasser les pauvres... Par ailleurs, le silence de Ras l'front est étonnant: peut-être parce qu'une partie a été intégrée dans l'équipe municipale sous l'étiquette des Verts?

L'infraction coûtera 11 euros. En cas de non-paiement sous trente jours, direction le tribunal correctionnel de Vannes. De fait, depuis une semaine, les SDF sont régulièrement contrôlé-e-s et n'ont plus de paix avec les flics.

La Fédération anarchiste a, seule, pour le moment réagi par voie de presse, par une lettre ouverte au conseil municipal d'Auray. Ainsi la liaison Auray de la Fédération anarchiste entend réagir face aux deux arrêtés municipaux visant à interdire la consommation d'alcool et l'occupation « abusive » de la voie publique dans certaines rues d'Auray.

Il n'est pas question pour nous de faire de l'angélisme et de nier des tensions réelles qui peuvent survenir quand des individus vivent

dans la misère. Or c'est là que réside le problème, car encore une fois sont visé-e-s les miséreux et les miséreuses et non les causes de la misère. Nous imaginons bien que pareille position pour un maire communiste constitue une torture morale car contrairement à ce que M. le maire veut faire croire, ce sont bien les sans-abri qui sont visé-e-s. Sa remarque, « Ce n'est pas un dispositif contre les sans-abri, mais... », nous fait penser aux hypocrites: « Je ne suis pas raciste, mais... ».

Que va-t-il se passer? Les SDF, les sans-abri, les sans-argent, c'est-à-dire les pauvres, n'ayons pas peur des mots, iront ailleurs. Le problème sera-t-il résolu pour autant? Ouf, le centre-ville, centre commercial d'Auray, sera propre! Et, comme à l'échelle nationale, le gouvernement mène la politique de celui qui a été rejeté massivement en mai 2002, à l'échelle locale, le maire d'Auray applique, sur ce point, ce que l'opposition de droite aurait fait. Calcul électoral pour les élections régionales à venir?

Certes, ce n'est pas à Auray que va se résoudre la question sociale de la lutte contre la misère et du partage égalitaire des richesses, mais force est de constater qu'une municipalité de gauche en arrive à prendre des mesures réactionnaires car tant qu'existera le capitalisme, de vraies solutions il n'y aura pas.

Or le nombre de pauvres en France va faire un bond dès janvier 2004, avec la fin des droits Assedic pour des centaines de milliers de personnes qui vont basculer dans les dispositifs des minima sociaux (ASS, RMI) et, pour plusieurs, ce sera la rue! Et ce, sans compter l'impact des restrictions à l'allocation solidarité spécifique...

Sans doute est-ce dans cette prévision que les effectifs de police et de gendarmerie augmentent...

Et peut-on ignorer cette réalité: comment payer l'amende quand on est sans ressources? En mendiant encore plus? En dépouillant les passants? En se mettant encore en infraction donc! Il ne faut pas se leurrer: au final, ces arrêtés risquent bien de conduire les contrevenants en prison. En prison pour occupation abusive des rues d'Auray! Merci M. le maire.

Et permettez-nous une certaine ironie: les automobiles n'occupent-elles pas de manière abusive les rues prétendument piétonnes d'Auray: elles entravent la libre circulation des piétons, elles font du bruit et perturbent la tranquillité des habitants, les gaz d'échappement attentent à notre santé... sans compter les comportements agressifs de certains automobilistes dont on pourrait croire que leur véhicule est une arme. Que fait la mairie?

Stef@

groupe Lorient-Vannes

Affiche fédérale toujours disponible.

10 euros pour 50 exemplaires, à commander à Publico, 145, rue Amelot, Paris 11^e.

Qui sème la misère, récolte la colère!



Brésil

Les anarchistes auront toujours raison

RÉCEMMENT, les « journalistes » de « la Voix de la réaction », lisez radio CBN, avaient de la peine à contenir leur joie devant l'approbation de la réforme de la Sécurité sociale au Congrès national.

La réforme tant attaquée par le Parti des travailleurs (PT, au pouvoir) durant les deux mandats de Fernando Henrique Cardoso fut approuvée par la majorité du PT au parlement, avec un appoint d'aide du parti même de l'ex-président, le PSDB. Ironique, non ? Qui a voté comme moi pour Lula doit se sentir assis comme un élève dans une classe devant un professeur qui le qualifie d'idiot et explique pourquoi. Un diplôme d'imbécile a été conféré à l'électeur, principalement électeur de « gauche », qui accreditait l'idée d'un changement avec l'ascension de Luis Inácio Lula da Silva à la présidence (oui, à la présidence, parce que le pouvoir, le pouvoir réel ne change pas de mains avec le vote).

Pendant huit ans, Fernando Henrique Cardoso tenta de prendre la société d'en bas à la gorge avec ce qu'on appelle des réformes, pas celles réellement nécessaires, qui peuvent contrecarrer le pillage de notre pays tant par les corrupteurs nationaux que par les multinationales, mais bien des réformes de caractère néolibéral, qui ne font qu'ouvrir davantage encore les cuisses du Brésil à la fureur de la déprédation du marché international. Le service public fut présenté à l'opinion publique comme la raison des maux de la nation. Le modèle capitaliste ? Il est plus que parfait, inévitable, définitif, sans failles, avec quelques petits défauts ici ou là mais, qui n'a pas de défauts ? On peut toujours améliorer le capitalisme. Au cours de sa campagne, Lula lui-même utilisa une expression fantastique : le juste gain. Il serait possible d'améliorer notre modèle économique basé sur la soumission au tout-puissant marché – et

puissant, il l'est ! Mais jamais en arrachant leur « juste gain » aux méga-corporations. Le problème, c'est le service public. Pourquoi ? Parce qu'il est public. Ce qui est public ne rapporte pas. Et si cela rapporte, on l'achève en le mettant au service du privé qui est, comme toujours, bien meilleur. Il suffit de regarder l'énergie électrique et le téléphone, qui s'améliorèrent beaucoup après avoir été privatisés. Ils ne se sont pas améliorés ? Bon, Fernando Henrique Cardoso essaya de faire mieux mais ne put pas poursuivre. Il resta hésitant avec une opposition féroce des fonctionnaires, de la Central Única de los Trabajadores (Cut) et des syndicats baptisés de « gauche » (il y a peu, le FMI lui-même réprimanda l'ex-président pour ne pas avoir fait accepter les réformes dans son gouvernement). Et le système était gêné. Il y avait une grande pression externe pour que les mesures néolibérales soient largement acceptées. C'est de là que surgit la grande idée, une idée qui pouvait amener les Grecs à élire des Troyens.

Vinrent les élections présidentielles. Paradoxalement, le système trouva en un ouvrier et principal leader de la « gauche » l'issue pour approuver les réformes. L'élection de José Serra, le candidat de la majorité, eût signifié quatre années de plus d'opposition aux réformes, et le système était pressé. Il avait déjà attendu suffisamment longtemps. En permettant l'élection de Lula, le système produisit dans la population, malmenée par huit ans de gouvernement de Cardoso, une fausse sensation de changement. En plus de cela, il annula l'opposition impétueuse du PT et d'autres partis de « gauche », fermant la bouche à tout le monde en leur donnant ce qu'ils désiraient le plus : des postes ! Divers syndicats sous influence du PT et de la Cut furent réduits au silence. Le résultat peut être vu par tous. Lula lâcha en moins d'un an ce que Cardoso n'avait pu imposer en huit ans. Et par ricochet, le système parvint encore à casser la déjà rachitique « gauche ». Avec la facture liquidée, le système centre maintenant sa puissance de feu sur la gauche non alignée, légitime, représentée par les mouvements sociaux comme les sans-terres, les sans-abris, etc.

Pourtant, le dernier mythe brésilien est tombé, celui qui disait que le vote, c'est le changement, la transformation. Tout ce que la « gauche » voulait en réalité c'était l'occasion de participer au pouvoir. Ce fut des mains de la gauche que sortit l'approbation de la réforme de la Sécurité sociale. Cette tâche historique ne s'effacera jamais. C'est pour cela que les « journalistes » de la CBN ne parlaient pas d'autre chose. Ils étaient les porte-voix des grands sourires qui se dessinent maintenant sur les visages des canailles qui saignent le Brésil, ici et ailleurs.

Les anarchistes ont toujours eu raison. Tout candidat à une charge électorale est un menteur, jusqu'à ce qu'on prouve le contraire.

Carlos Latuff

traduit de Tierra y libertad (FAI), octobre 2003



Aujourd'hui, l'Argentine. Demain... Dessin de Latuff



Bolivie

Une révolution en marche ?

LA FUITE du président Lozada et son remplacement par son vice-président a momentanément mis un terme à la crise aiguë en Bolivie. Ce soulèvement populaire a clairement posé des questions politiques pour trouver une issue à la situation : en posant la question de la propriété collective du gaz contre la privatisation, la rationalisation des hydrocarbures, et en demandant la démission du président. Toutefois, le départ tardif de l'ex-président doit beaucoup au soutien qu'il reçut des élites du pays (Église, chambres de commerce, banques, etc.), et à l'extérieur, des américains et de l'Organisation des États américains (OEA) notamment. Mais alors que les mineurs dont certains armés de dynamite, les indiens en lutte, les paysans cocaleros et bien d'autres secteurs prolétaires des villes opéraient une jonction à travers leurs revendications et donnaient naissance à un mouvement de masse rejoint sur le tard par la classe moyenne, les leaders de l'opposition cherchaient encore à négocier le départ de Lozada au lieu de l'imposer simplement avec la pression de la rue. Evo Morales, grande figure des cocaleros mais de plus en plus contesté par eux, et député du MAS (Mouvement pour le socialisme, présent à l'Assemblée) n'échappa pas à cette attitude. D'autres leaders politiques ont pourtant dû faire machine arrière dans leurs intentions de « représenter » illégalement les boliviens en colère, sous menace de lynchage. En fait, si l'on note que le syndicat le plus puissant du pays, la Cob (Centrale ouvrière de Bolivie) a appelé tous les secteurs de la société à la mobilisation bien après que ceux-ci se soient déjà mis en route, nous pouvons constater que la base bolivienne avait dépassé les mots d'ordre des organisations et des représentants « légitimes ». Les gens en colère ne voulaient pas de représentants professionnels et incontrôlables.

L'autre élément d'importance dans ce tragique épisode de la guerre sociale en Bolivie qui a coûté la vie à plusieurs dizaines

de personnes, abattues par les chiens de garde de l'État bolivien (police, armée), ce fut la réaction massive d'autodéfense contre l'agression institutionnelle et « démocratique ». Si au départ, les 12 et 13 octobre, surtout à El Alto, épice des massacres et de la réaction populaire, l'organisation de la défense fut spontanée, elle fut rapidement prise en main et emmenée par les « Juntas Vecinales ». Ces comités, furent créés par la Loi de participation populaire votée lors du premier mandat du président qui a fui. Ces groupements, très répandus à travers tout le pays, sont regroupés à El Alto à travers la Fejuve (Fédération des Juntas Vecinales) qui regroupe quelques 500 comités. Les comités possèdent de nombreuses radios communautaires dans les quartiers, et interviennent dans l'évaluation des besoins des quartiers. La Fejuve, en lien avec la Centrale ouvrière régionale, dirigea la lutte dans les secteurs les plus touchés par la répression en appelant à la constitution de comités d'autodéfense. Dans cette ville, le syndicat Cor, la Fejuve et la Confédération syndicale unique des travailleurs paysans de Bolivie mirent en place un commandement général communautaire chargé de coordonner la défense contre les agressions meurtrières de l'État. Il y a donc eu là à la fois une remise en cause radicale de la légitimité de l'État, un réflexe massif du corps social pour se défendre de celui-ci, et une réappropriation populaire de ces comités, en les adaptant aux nécessités de la lutte du moment, alors qu'ils avaient été créés à l'origine par le pouvoir dans une perspective co-gestionnaire.

Cette terrible situation bolivienne découle d'une longue série de crises sociales et politiques, commencée en 1978 par la grève de la faim des femmes de mineurs en 1978 (qui fit tomber le sanglant dictateur Banzer) jusqu'à la Guerre de l'eau en 2000. Cette fois, ce sont des conflits sectoriels (mineurs, cocaleros, indiens, etc.) sociaux ou ethniques qui se sont

fédérés à travers le mécontentement populaire lié à la privatisation du gaz. La situation actuelle peut déboucher à terme sur une réponse autoritaire (coup d'État militaire ou institutionnel, appuyé par l'oligarchie bolivienne), ou une nouvelle forme de démocratie mêlant intérêts d'État et participation populaire du type d'un état confédéral. Autre option : que ces nouvelles formes de pouvoir social soient le début d'une longue série de ruptures avec de fortes agitations, qui déboucheraient sur une radicalisation de la démocratie et la création d'autres mécanismes de participation et d'organisation de la société bolivienne. Dans cette perspective, il est important de dire que la nationalisation du gaz et des hydrocarbures risque d'être synonymes d'étatisation de ces ressources, alors qu'il faut autogérer ces richesses en y associant tout le monde pour définir les orientations générales. Et prioritairement les communautés indigènes dont les territoires abritent ces précieuses ressources. Par ailleurs, en s'inspirant du vécu, il faut constituer des comités de grève et d'autodéfenses, à la base, parmi les ouvriers des villes, les paysans, les cocaleros, les mineurs, etc. et à travers leurs organisations sociales qui doivent se réunir au sein d'une Coordination nationale où des délégués, forcément révocables et interchangeable, représenteraient les comités locaux.

La vigilance sur la situation bolivienne s'impose ; des réseaux chargés de faire circuler l'information populaire et sociale ou de faciliter la riposte en cas d'aggravation des tensions doivent se structurer. Il est certain qu'en Bolivie, l'esprit libertaire des peuples vient d'ouvrir une nouvelle porte.

Rédigé par les relations internationales de la FA avec l'aide de communications de Quilombo Libertario de Bolivia et de Núcleos Anarquistas de Acción (ex-Jeunesses libertaires de Bolivie).

Retour sur le mouvement social du printemps

Collectif La Sociale

N

NOTRE COLLECTIF, « La Sociale », est constitué principalement de militants de la CGT. Notre vision des événements en est nécessairement influencée, nous en sommes bien conscients.

Nous avons pu entendre dans le mouvement libertaire une incroyable litanie de propos gauchistes, pour la plupart empruntés au trotskisme. De fait, ceux qui se croient toujours plus libertaires que les autres nous ont gavés de leur foi dans un nouveau « fer de lance » de la lutte, de la trahison des « dirigeants » syndicaux, de la radicalité supposée (mais jamais constatée) de la base, etc. Pour notre part, nous avons tenu à ce que chacun sache qu'il existe un autre point de vue libertaire, le nôtre, sur une analyse de faits concrets, en nous tenant loin des fantasmes.

Du soutien aux « assemblées générales » interprofessionnelles et autres coordinations, à l'incantation à la grève générale en passant par l'apologie des petits syndicats dits alternatifs, rien n'a manqué. La presse libertaire a aussi réussi à réserver ses lignes les plus dures non pas contre le gouvernement, le patronat ou même la CFDT ou la CGC mais contre une organisation qui n'a pourtant pas signé les accords, qui a assuré l'essentiel du travail nécessaire à la mobilisation et qui a rassemblé au moins la moitié des manifestants dans ses rangs: la CGT.

Mais ce qui ne cesse de nous étonner, c'est que tous ces positionnements sont les mêmes que ceux de... l'extrême-gauche. Aujourd'hui, l'anarchisme et l'anarcho-syndicalisme en particulier, pourraient redonner des perspectives à une classe ouvrière qui n'en a plus. Mais pour cela, il faut avoir les idées claires. Nous espérons que l'analyse que nous vous livrons

pourra être utile aux libertaires et aux syndicalistes.

Le rapport de force

Malgré l'euphorie du moment que certains ont pu ressentir, ça s'engageait mal pour la classe ouvrière. En effet, la France a la particularité d'être le pays où il existe le plus d'organisations syndicales et où le nombre de syndiqués est le plus faible. À peine 8 % de travailleurs organisés et malheureusement fortement divisés. Une pratique de la grève de moins en moins « naturelle » due à des années de combats perdus, de démantèlement des bastions ouvriers, au remplacement des vieilles générations militantes par des jeunes sans culture de lutte.

Un prolétariat de plus en plus atomisé dans de petites unités de travail, les PMI et les PME, elles-mêmes sous la pression des barons du capitalisme.

En face, le gouvernement est conscient de tout cela, bien qu'il soit méfiant vis-à-vis d'une possible fronde populaire. Il détient tous les leviers du pouvoir, fort de sa légitimité démocratique écrasante et, à la différence de la gauche, il est sans complexe au sujet des coups qu'il peut nous donner. Il sait également depuis notre défaite de 95 qu'il suffit d'être patient quitte à lâcher quelques concessions aux secteurs les plus mobilisés. Ce coup-ci, il jouera plus fin.

De plus, les médias nous expliquent à longueur d'année que notre santé, nos retraites ont un coût trop élevé. Ces mêmes médias en arrivent même à influencer les militants qui y voient là une source d'information comme une autre et en oubliant qu'elle est manipulatrice et sert habilement les intérêts de la bourgeoisie.



Exposition Images de lutte, photos de Daniel Monnoury, au Magic Cinéma, rue du Chemin-vert, à Bobigny (93), dans le cadre de Résonances, rencontres du cinéma citoyen, jusqu'au 17 novembre, de 14 heures à 23 heures Renseignements : 01 41 60 12 33.

Pour terminer, les travailleurs ont peu de chose à attendre d'une éventuelle alternative à gauche car ils savent bien que question « coup de couteau dans le dos » la gauche en connaît un rayon. Et cela n'est pas vraiment mobilisateur pour un prolétariat qui ne sait plus vraiment à quel saint se vouer, pour des syndicalistes qui ont toujours attendu beaucoup de la représentation politique et qui aujourd'hui se sentent bien seuls.

Nous allions monter sur le ring et nous n'étions pas favoris, loin de là.

L'unité

C'est le 13 mai que la mobilisation a été la plus forte et ceci n'est pas tant dû à la capacité de mobilisation de la CFDT qu'à l'effet catalyseur de l'unité syndicale sur la mobilisation des salariés. Il sera bon de nous en souvenir pour les luttes à venir car même si la CFDT est enfoncée jusqu'au cou dans la collaboration, elle n'en reste pas moins un syndicat de masse majoritairement implanté dans le privé.

Quant au G10, toujours en marge de l'unité mais sentant la mobilisation monter, il tente le coup de force en appelant à la grève générale « reconductible » dès le 13 espérant bien entraîner une partie de la CGT. Comme si la grève générale n'était qu'un simple mot d'ordre que l'on peut reconduire à souhait. Ce fut un échec cuisant. Peu de salariés, peu de syndicats l'ont suivi. Quand ils l'ont fait, les plus clairvoyants ont repris le travail, histoire de ne pas jouer les avant-gardes et de garder des forces car on ne proclame pas une grève générale... qui ne se fait pas toute seule. Appeler à la Grève générale à ce moment-là n'était ni crédible, ni sérieux.

On ne peut pas reprocher à la CGT de ne

pas l'avoir fait. Elle a été tout simplement pragmatique. À la vue du rapport de force toujours très défavorable malgré les millions de manifestants, il n'était pas raisonnable de briser l'unité car à cette date la CFDT était toujours de la partie. Quoi qu'il en soit, la CFDT brisa ses engagements le 15 et le mouvement ne fut plus jamais aussi puissant. En agissant ainsi, François Chérèque et ses amis coupaient l'herbe sous le pied de son opposition interne que les mobilisations auraient requinquée. Ils plaçaient sa centrale comme interlocutrice privilégiée de tous les gouvernements et comme partisane des « réformes nécessaires ».

Les dirigeants cégétistes brisaient le front syndical issu de la stratégie cégétiste du « syndicalisme rassemblé ». Le syndicalisme rassemblé est un puissant levier pour les luttes puisqu'il répond à la demande d'unité de la part des salariés mais il a le « tort » de renforcer principalement la CGT car elle est le plus gros et le plus combatif des syndicats. Le G10 ne s'y est pas trompé non plus puisque toute sa stratégie s'est basée sur « ne jamais faire l'unité » et essayer de « pousser la CGT à la faute ».

Les AG interprofessionnelles

Voici ce que nous écrivions dans un tract le 10 juin : « On voit beaucoup fleurir par les temps qui courent des comités et autres coordinations ! Ça a le goût de l'indépendance, le parfum de la souplesse non-conformiste et, ce qui n'est pas négligeable, ça se donne des titres ronflants qui nous bercent de tendres illusions. Nous demandons à ceux qui se sont engagés dans ce type de structure de réfléchir aux questions suivantes : qui est réellement mandaté dans les AG et par qui ? Qui contrôle

la tribune et donc les débats et les votes ? En quoi un comité/coordination est plus efficace qu'un syndicat ? Pourquoi créer une structure différente si c'est pour finalement « faire pression » sur les confédérations syndicales pour qu'elles se positionnent « correctement » ? Pour nous, anarcho-syndicalistes, les réponses sont claires : l'expérience acquise dans les confédérations ne peut être remplacée par des structures éphémères. Quant au risque de manipulation politique, il est bien plus grand dans des lieux informels où naviguent les vieux briscards du gauchisme. »

Nous ne nous étions pas trompés. Tout ça a un air de déjà vu. Et une fois de plus, de trop nombreux camarades tombent dans les vieux pièges en essayant de réinventer l'eau tiède.

À Montpellier, c'est autour des enseignants du premier degré que se sont construites les AG interpro. Tout d'abord, dès février et plus encore à partir d'avril, les enseignants ont entamé la lutte au sujet de la décentralisation. Rapidement ils ont organisé des AG dites de secteur (géographique), soutenues par des syndicats (Snuipp-FSU, SUD Éducation, SNE, Snudi-FO, CNT).

Malheureusement cette organisation favorise l'expression de gros contingents de convaincus qui se coupent du grand nombre resté dans les établissements. Que 4 à 500 personnes votent la grève reconductible à l'AG de Montpellier, c'est bien, mais quand cette grève n'est suivie que par 20 % maximum des personnels dans un département apparemment très mobilisé, cela pose question sur sa représentativité. De plus, lors de ces AG, pas de mandat, pas de contrôle, et on vote « un homme = une voix », peu importe qui il est, d'où il vient, où il travaille, et surtout qui et combien il représente... On peut rajouter à propos des syndicats associés qu'au moins deux sont fortement influencés par les trotskistes locaux : Snuipp (LCR) et FO (PT).

Ce comité de grève appelle le 29 mai à des « AG » interpro. On y arrive. On remarque qu'en plus dudit comité, le G10 y appelle ainsi que les satellites trotskistes tels que l'École émancipée-FSU. Les gauchistes manœuvrent partout pour tirer dans ce sens, quitte à essayer de manipuler des AG d'entreprises parfois avec succès sur la fin du mouvement. Les délégués de ces boîtes ont alors la fâcheuse tendance de ne pas porter la parole de leur AG d'entreprise mais de faire redescendre les « ordres » de l'inter-pro. Le « comité central » n'est pas loin.

Les buts avoués sont d'attirer des syndicats confédérés, de pousser les confédérations à appeler à la grève générale. Un autre but est d'affaiblir la CGT, de dresser contre elle une partie des travailleurs en l'accusant de tous les maux. Le 12 juin, c'est sans hésitation que des enseignants, des militants de SUD et de la LCR conspuent la CGT lors d'une prise de parole de Marc Lopez, secrétaire de l'UD-CGT. Il s'agit d'un travail de sape qui ne peut que conduire à la division durable du salariat.

Pour nous, anarcho-syndicalistes, il va de

soi que seule une organisation rigoureuse et une pratique de la lutte peuvent empêcher ce type de manipulation. Certes, le mouvement se cherchait et une partie de celui-ci a cru bon de « s'auto-organiser ». Mais cette « auto-organisation » ne fit guère plus que de l'improvisation. On ne gagne pas une bataille d'une telle importance en n'y étant pas préparé.

La seule certitude, c'est qu'il nous paraît nécessaire de renforcer le syndicalisme c'est-à-dire de multiplier ses adhérents et de réduire son nombre de chapelles. Les AG doivent se tenir sur les lieux de travail et les syndicats doivent porter leurs revendications. La coordination doit être l'œuvre des syndicats au sein de leurs unions locales ou départementales ainsi que dans leurs fédérations. Et en attendant une hypothétique organisation unique, les anarcho-syndicalistes doivent, à l'intérieur des organisations syndicales et des unions professionnelles où ils militent, pousser au regroupement des syndiqués et des travailleurs en lutte dans des intersyndicales qui compléteront le système. Il n'y a là rien de nouveau: il s'agit des pratiques mises en place par le syndicalisme depuis ses origines et que parfois nous oublions.

La grève générale

On est en droit de s'interroger sur la signification des appels litaniques du type: « Dirigeants des organisations ouvrières (sic)! Appelez à la grève générale » alors que l'on doit savoir que la grève générale, à aucun moment et dans aucun pays, n'a été décrétée par qui que ce soit, si ce n'est par les travailleurs eux-mêmes. Les appels à la grève générale dans l'éducation, ou à la grève générale reconductible, nous confirment cette confusion. Soyons sérieux, la grève générale est tout d'abord interprofessionnelle, elle nécessite l'occupation des lieux de travail. Ensuite elle peut devenir expropriatrice, les travailleurs prenant en main la production et les services publics. Ce sont alors les prémices de la révolution. Cette confusion des mots a eu cours dans les AG, dans la presse syndicale, dans la déclaration des bureaucrates, dans l'ensemble des médias. Elle est la preuve d'une culture syndicale limitée et affaïdée avec la volonté de certaines composantes syndicales d'utiliser cet imbroglio pour éviter l'élargissement.

Il a été beaucoup reproché à la CGT de ne pas appeler à la grève générale. Ces reproches viennent essentiellement d'organisations extérieures à la CGT et qui pour beaucoup lui sont hostiles ou concurrentes. On chercherait à l'affaiblir, on ne s'y prendrait pas autrement. La CGT n'a pas cessé de dire que la grève générale ne se décrétait pas, que ce serait les travailleurs à la base qui la décideraient. Il est surprenant que des libertaires aient quelque chose à redire à cela. Dans un tel contexte, le rôle d'une confédération est bien de favoriser l'extension du mouvement. De nombreux militants de la CGT se sont mobilisés dans ce sens. Les appels

confédéraux pour étendre le mouvement ont été incessants. La bataille de l'opinion publique a été gagnée. De nombreuses fédérations ont appelé à la grève reconductible et à une mobilisation générale à partir du 3 juin. On peut reprocher à la CGT cette date tardive, le manque de rythme de la mobilisation avec des journées d'actions peut-être trop éloignées.

La mobilisation des salariés étant fortement corrélée à l'implantation syndicale et les déserts étant légions, on ne peut reprocher à la CGT de ne pas avoir appelé à la grève générale alors que tous les signes montraient qu'on allait au casse-pipe. Il ne faut pas confondre audace et témérité. C'est cela aussi la force d'une confédération: être capable de juger d'une situation en couvrant de larges franges du prolétariat.

Des camarades ont joué les avant-gardes alors qu'ils étaient généralement très minoritaires. Ils ont perdu parfois un ou deux mois de salaire. C'était courageux mais ils ont conduit des salariés à l'abattoir. Des drames humains se sont joués. Des salariés sont dégoûtés à vie de lutter. C'était insensé.

Pour conclure

Des combats, nous allons en livrer d'autres et en perdre beaucoup face à la réaction. Tous les acquis issus des luttes ouvrières du passé vont être malmenés. Nous sommes impuissants à y répondre à court terme du fait de nos divisions et de nos faibles effectifs.

Il est confortable dans ces conditions d'accuser « les autres » d'être responsables des échecs collectifs que nous subissons. Bien sûr, les grandes confédérations, et la CGT en premier, n'ont pas toutes les vertus. Il y a des fédérations qui jouent un jeu trouble, notamment certaines du privé qui craignent de perdre des cartes si on défend les fonctionnaires. Peut-être n'ont-elles pas bien lu le plan Fillon? Il est vrai aussi que de nombreux camarades n'arrivent pas à se débarrasser de leur vieux fantôme sur la nécessité de l'alternative politique de gauche, du découpage entre le politique et le syndical. Il n'est pas facile de changer une façon de penser et d'agir vieille de plus d'un demi-siècle. Pourtant la CGT a de nombreuses propositions sociétales, politiques, mais elle n'a pas encore réappris à se passer des partis pour les porter en avant. La visite de Bernard Thibault au congrès du PS était sans doute destinée à rassurer les tenants de ce partage des tâches. La CGT est aussi traversée d'un courant qui aimerait bien la voir s'institutionnaliser. L'abandon des références au socialisme au congrès de 95 va dans ce sens. Pour nous néanmoins, la CGT reste de loin l'organisation la plus vivante, la plus porteuse de promesses. D'ailleurs, il n'y a qu'à en faire le constat sur les dernières années, partout où ça se bagarre la CGT n'est jamais loin! Toutes les organisations peuvent-elles en dire autant?

Certains, qui sont pourtant incapables de faire de tels constats (et pour cause), nous présente les SUD et le G10 comme le nouvel

eldorado. Mais on est bien en mal de nous dire pourquoi. Seuls les trotskistes le savent. Leurs efforts pour en assurer le contrôle payent. A Montpellier G10 et LCR défilent généralement côte à côte. Ici, les gauchistes ont quasi tous quitté les autres syndicats (hors éducation nationale) et n'ont pas hésité à diviser un peu plus les salariés en réalisant des scissions. L'organisation en syndicats départementaux issue de ses origines cédétistes facilite grandement la prise en main de ses structures. Ce soi-disant syndicalisme de « lutte et de transformation sociale » parfois efficace dans les conflits corporatistes a subi un échec cuisant ce printemps en étant incapable de peser sur la situation. Alors que la CGT est de moins en moins une courroie de transmission, le G10 fait le chemin inverse. Quant à la CNT, elle fut un très grand syndicat ouvrier outre-Pyrénées mais aujourd'hui en France ne reste-elle pas qu'un syndicat anarchiste malgré ses récents succès? Et nous ne voulons pas d'un syndicat anarchiste comme nous ne voulons pas d'un syndicat communiste, ni d'un syndicat trotskiste, ni d'un syndicat socialiste... Nous voulons un grand syndicat réunissant les travailleurs, celui de la classe ouvrière et du prolétariat.

Malgré le sentiment d'échec, le syndicalisme a démontré à nouveau ce printemps qu'il était la seule force capable de s'opposer au capitalisme. Il apporte des capacités d'actions au plus proche des salariés dans leurs entreprises mais aussi au niveau national et international sur les grands sujets de société.

Le rôle des anarchistes est de s'investir massivement dans le mouvement syndical tel qu'il l'a fait à l'aube du XX^e siècle. Nous confronter aux autres, avancer avec eux, apporter nos analyses, nos pratiques de la démocratie (assemblées, mandatements, rotations des tâches, procès-verbaux, etc.) dans les arrière-pensées boutiquières qu'ont les postulants à la conquête du pouvoir politique. Conscients que les choix d'adhésions peuvent être variés, surtout les salariés, les syndicalistes, les anarchistes doivent s'opposer à l'institutionnalisation mortifère du syndicalisme et à son morcellement. Bien au contraire ils doivent travailler à son développement, à son unité d'action et éviter tout émiettement synonyme de divisions et de temps perdu. Reconstruire pierre après pierre l'unité organique du « parti du travail » est un enjeu majeur. L'indépendance face au patronat, à l'état et aux partis politiques est primordiale pour rassembler les salariés et mener une politique authentiquement prolétarienne. Le syndicalisme doit se positionner sur les choix de société, œuvrer à défendre, consolider et conquérir des acquis de société en attendant « la suppression de l'exploitation capitaliste, notamment par la socialisation des moyens de productions et d'échange ». Enfin, le syndicalisme doit développer ses liens internationaux pour lutter efficacement contre la mondialisation capitaliste et étendre l'esprit de la lutte et l'espoir d'un autre futur.

CALS

Nous, les femmes



Masaccio: Adam et Eve chassés du paradis

Is@

L'engagement politique n'est pas reconnu comme un apanage féminin. Pourtant, une participation égale à celle des hommes serait bien utile pour détruire ce système d'oppression.

P

PARCE QUE JE MILITE politiquement depuis maintenant une dizaine d'années, voire plus, avec beaucoup d'aléas par rapport à ce militantisme, parce que j'ai remarqué que dans le champ politique les femmes sont largement sous-représentées, parce que j'aimerais beaucoup qu'elles me rejoignent dans cette lutte pour une société égalitaire, je me suis posé la question du pourquoi et du comment de cette dépolitisation des femmes. Je tente d'y apporter quelques réponses sachant que ces dernières sont loin d'être exhaustives.

Les femmes s'investissent massivement dans les associations à caractère social mais très peu dans la vie politique. On peut dire que la principale responsable de notre dépolitisation, autrement dit de notre engagement associatif, voire « caritatif », est l'image de nous-mêmes qui nous est renvoyée par notre éducation, par les médias, par le système politique patriarcal capitaliste.

Je vais reprendre une citation de Simone de Beauvoir (cf. le *Deuxième Sexe*) pour éclairer mon propos : « La femme a des ovaies, un utérus ; voilà des conditions singulières qui l'enferment dans sa subjectivité ; on dit volontiers qu'elle pense avec ses glandes. » À partir de ce mythe psycho-naturaliste s'élabore toute une construction éducative des femmes qui est ancrée dans notre intimité pratiquement inconsciemment et dont nous allons devoir nous débarrasser tout au long de notre vie pour récupérer une parcelle d'espace public.

En premier lieu, évacuer cette culpabilité (inscrite dans l'*Ancien Testament*), véhiculée par toutes les religions et utilisée par les médias, du fameux péché (vous savez, le coup de la pomme), qu'on nous renvoie à la figure quand nous ne nous investissons pas totalement dans la sphère privée comme cela nous est imparti c'est-à-dire être « pute ou soumise » ou les deux à la fois, c'est encore mieux ! En second lieu, quand nous voulons

malgré tout nous investir politiquement, donc récupérer l'espace qui devrait, dans une société égalitaire, nous être dû à côté et avec les hommes, nous devons nous organiser avec toutes les contraintes matérielles que cela suppose et quand nous n'en sommes pas submergées.

Quand il nous reste suffisamment d'énergie pour militer, il est très fréquent que les qualités que nous avons développées dans la sphère privée soient détournées vers la sphère publique : le sens de l'écoute, l'organisation, la sensibilité, la prise en charge de l'intendance sont la plupart du temps récupérés pour « dorer le blason des machistes » (et dans le terme « machiste » j'inclus les femmes qui, pour se faire une place au soleil à côté de nos charmants hommes politiques, en ont intégré les stratégies de pouvoir).

Non seulement on détourne nos « qualités » mais, en plus, on profite des « défauts » dont les pauvres « décervelées », tout juste bonnes à être belles, torcher les mômes quand elles en ont, et faire le ménage n'ont pas la bonne aubaine d'être pourvues : « Nous n'y connaissons rien à la politique ! » et donc ne manions pas bien un langage pseudopolitique que ces messieurs savent si bien utiliser à grands renforts de statistiques et de citations.

Nous n'avons pas le sens du pouvoir et de la domination (exceptées les « femmes machistes » dont j'ai parlé plus haut) parce que ce n'est pas un domaine qui nous est réservé dans notre vie personnelle. « Sois belle et tais-toi ! » est toujours en vigueur et, quand nous faisons preuve de pugnacité, nous sommes souvent accusées d'être des viragos, voire des mal baisées (la faute à qui ?).

Nous sommes les gérantes des conflits privés la majeure partie du temps et, comme dans le militantisme politique, c'est souvent la « foire d'empoigne », nous ne nous investissons pas dans les conflits publics, ayant eu notre dose chez nous.

Is@ est militante du groupe Les Futuro de la FA.

« Au sein de la Fédération anarchiste, nous essayons de construire une société sans pouvoir, où chacune trouvera sa place. »

Il faut créer des conditions pour accueillir les femmes au sein de nos instances politiques et la première des conditions est le cadre qui nous permettra de nous ouvrir à cet espace public dont nous sommes dépossédées.

Si on reprend la définition de Lalande, une structure est « un ensemble, système formé de phénomènes solidaires tels que chacun dépend des autres et ne peut être que ce qu'il est dans et par sa relation avec eux », est-ce que nos structures syndicales et politiques ont compris cette définition? Déjà, on peut peut-être commencer par féminiser cette citation!

Ensuite, il me paraît d'une évidence teintée de bon sens que, pour que les femmes puissent se rendre aux réunions, elles soient déchargées des contraintes qui les empêchent d'y participer:

Au cours de la réunion de la commission antipatriarcale des groupes bretons de la Fédération anarchiste a été proposée une garde coopérative pour les enfants des participant-e-s, c'est un début.

Si elles intègrent des groupes politiques, donnons-leur la parole: en créant des commissions femmes avec possibilité de non-mixité. Quel intérêt à cette non-mixité?

Des extraits d'un texte du livre de Liz Holtom *Greenham Common, camp de paix, camp de femmes* vont l'expliquer (ce camp a fonctionné dans les années quatre-vingt en Angleterre devant une base militaire):

« Le camp de Greenham a toujours été une initiative des femmes. Non parce qu'elles détestent les hommes mais pour des raisons positives. Dans le passé, les femmes ont été exclues de la vie politique – pas toujours volontairement de la part des hommes – mais tout simplement à cause du langage et des méthodes employées par les hommes... Cependant, les femmes ont développé entre elles des façons de s'organiser beaucoup moins rigides fondées sur le fait de se considérer d'abord comme des personnes et non comme des machines à penser.

» Le mouvement des femmes apporte beaucoup d'enseignements sur l'organisation et cela commence à se diffuser dans l'ensemble du mouvement de la paix. Agir sans hiérarchie, sans avoir à crier plus fort que les autres; admettre ses émotions et celles des autres; utiliser à plein la fantaisie dans les actions, par exemple dans les symboles, etc.

» Il y a aussi des apports pratiques: assurer à tour de rôle les fonctions de secrétaire et de trésorière, si ces fonctions sont nécessaires; se mettre en rond pour se réunir, afin de se regarder en parlant... limiter le nombre de personnes dans les groupes pour qu'ils fonctionnent au mieux... »

Dans ce texte, on cerne toutes les données utilisables pour un investissement plus important, voire égalitaire des femmes dans la lutte politique, et transférable à des groupes non mixtes. Cela donne surtout la possibilité de faire découvrir aux femmes, dans des groupes

non mixtes, toutes les capacités qu'elles peuvent mettre en œuvre pour lutter.

Recréer, ce qui est en train de se faire, des « réseaux féministes » est une nécessité qui a prouvé son efficacité dans le passé (lutte pour le droit à l'avortement, etc.).

Il est bien évident que, faisant partie de la Fédération anarchiste, je ne vais pas inciter mes copines à adhérer au Front national ou à un parti ou une organisation politique faisant fonctionner un système fondé sur une hiérarchie. De toute façon, si nous voulons trouver un espace où notre parole sera entendue à égalité avec celle des hommes, il vaut mieux que nous allions là où les idées de solidarité, d'entraide sont défendues. Cela étant, il ne faut pas rêver: dans les milieux libertaires on rencontre aussi le machisme et l'abus de pouvoir.

Comment faire pour s'en débarrasser? En militant solidairement entre femmes et avec les hommes, en se soutenant les un-e-s les autres dans notre combat pour une société où les femmes et les hommes auront la place qui devrait être impartie à toute personne vivant sur la terre, en ne considérant pas que la lutte antipatriarcale est accessoire mais qu'au contraire elle a sa place au même titre que les autres luttes pour abolir cette société capitaliste.

De biens grands mots tout cela: non, pas du tout. Si toutes les femmes ici présentes, à l'aune de leurs possibilités, font entendre leurs voix, communiquent entre elles et autour d'elles, militent un tant soit peu dans des syndicats ou des instances politiques, on les écouterait.

Le chemin est parsemé d'embûches, je suis payée pour le savoir, mais fait aussi de formidables moments de plaisir et de rires avec ou sans nos compagnons.

Il me semble aussi qu'à partir du moment où l'on s'engage dans une révolution de pensées, que l'on déstabilise les schémas qui se sont construits durant les deux mille dernières années et qui sont de nouveau à l'honneur dans notre société capitaliste où le pouvoir de l'argent est roi, on ne peut pas faire machine arrière.

Au sein de la Fédération anarchiste, nous essayons de construire une société sans pouvoir, où chacun-e trouvera sa place. Malheureusement, nous ne sommes pas assez nombreuses

Et donc, notre voix n'est pas suffisamment entendue.

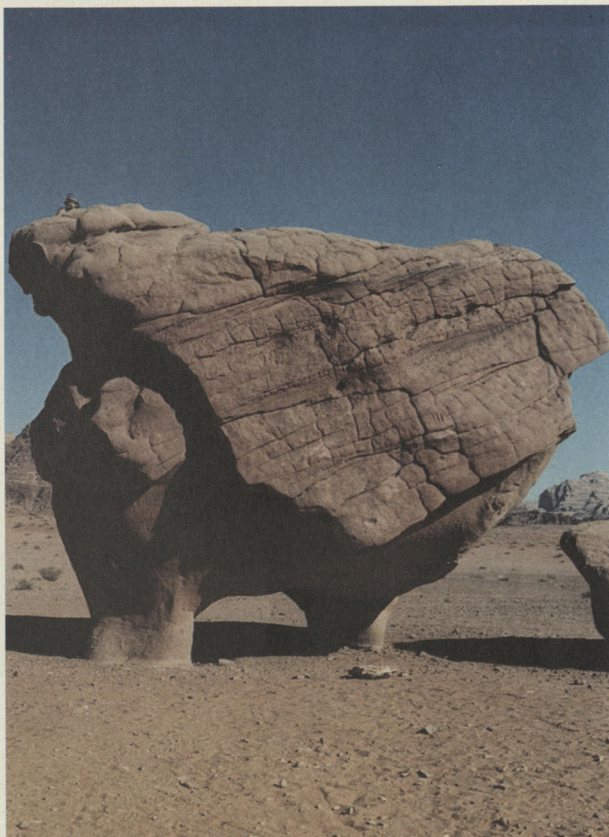
Pour toutes les raisons que j'ai expliquées précédemment, je continue pour l'instant à y militer parce que j'y ai trouvé des femmes et des hommes qui se posaient à mes yeux des questions fondamentales, ou plutôt la question fondamentale, comment faire en sorte que nous ayons chacun-e et tous-tes notre place sur cette terre en nous respectant mutuellement?

Vous allez sans doute être étonné-e-s de ne pas voir souvent le mot « féminisme » dans ce texte, mais qu'est-ce que le féminisme, sinon ce que je viens d'expliquer? I

Sciences humaines et sociales

Quel avenir?

*de la synergie des
SHS et des luttes*



Photos : désert du Wadi Rum, Jordanie.

Anne Vernet

ON LE SAIT, un large pan des sciences humaines et sociales est aujourd'hui menacé de disparition pure et simple, au nom de son inutilité en matière de « rentabilité et de matérialisation » brandie par la « gouvernance » de la recherche scientifique. Seuls seraient sauvegardés des champs de recherche ravalés au rang de technologie socio-économique, de l'ingénierie de contrôle social aux marottes conceptuelles destinées à enjoliver les tristes horizons du « développement durable » ou de « l'altercapitalisme ». Mais cet anathème cache des motivations bien plus profondes que l'impératif de gestion, voire que la simple nécessité politique d'abattre les « forteresses » de la recherche critique.

Ces champs scientifiques aujourd'hui menacés durent pour la plupart leur essor à une double référence, qui se constitua en

« noyau » conceptuel des luttes sociales du XX^e siècle: le freudisme et le marxisme. Sociologie, anthropologie, linguistique, psychanalyse, histoire, philosophie, politique, économie: l'essentiel de la production des SHS – elle est immense – s'inscrit dans le mouvement des luttes sociales menées contre le capitalisme industriel puis post-industriel.

Immanquablement, les SHS n'ont décrit qu'un seul objet: le capitalisme et ses effets – y compris par l'étude de sociétés non capitalistes (ou précapitalistes) dans la mesure où l'angle de vue était précisément celui de l'extinction de ces sociétés du fait de la domination capitaliste. Ainsi, on pourra schématiser la sociologie comme s'attachant à l'analyse du travail en mode capitaliste et de ses effets (l'organisation sociale, jusque dans ses symboles et ses rites, qui en découle), l'économie comme

attachée à l'analyse du fonctionnement capitaliste. Une large part de ces sciences se positionna donc comme critique à l'égard de leur objet.

Le capitalisme triomphant prétend sonner la fin de leur « règne » comme devant nécessairement accompagner la chute des régimes dits du « socialisme réel » auxquels, selon lui, ces sciences seraient censées devoir leur justification et leur référent. Le mieux qu'elles soient désormais autorisées et astreintes à fournir à la machinerie marchande se réduit à de nouveaux moyens « technoscientifiques » d'oppression, de manipulation, de formatage et de contrôle, en vue d'une productivité toujours mieux huilée. Dans la foulée de leur instrumentalisation ont surgi en leur sein, après 1989, comme autant de champignons après l'averse, de nouvelles « sciences » dûment

estampillées « humaines et sociales », comme les « ressources » du même nom : communication, gestion, médiologie, cybernétique, etc.

Ainsi, le laboratoire de sociologie analysant de nouvelles formes du travail (téléperformance, e-business) ne manque pas d'attirer aujourd'hui le management d'entreprise (souvent commanditaire) – mais il est parfaitement hypocrite d'espérer justifier socialement et scientifiquement cette ingénierie triviale en escomptant que l'inspection du travail ou les salariés eux-mêmes se trouvent destinataires heureux et comblés des « valeurs » ainsi créées. Le même laboratoire ne trouvera jamais le moindre subside pour mener une étude sur l'exploitation salariale conduite par les hard discounters de l'alimentaire (Ed, Adli, etc.) et en mènera d'ailleurs d'autant moins que, de toute manière, personne n'a besoin d'une analyse

« scientifique » pour savoir que ces entreprises sont – en toute impunité – les têtes de pont de l'offensive esclavagiste en Occident.

Beaucoup, hélas, parmi les chercheurs, cèdent à l'injonction alimentaire de faire œuvre scientifique en se penchant sur « l'objectivité » du boulet qui les entrave. La productivité scientifique suit en cela la règle capitaliste et contribue avec empressement au recul, avec les droits, des connaissances : tant qu'il se consacre à la taxinomie du boulet, le « chercheur » ne cherche pas à en briser la chaîne...

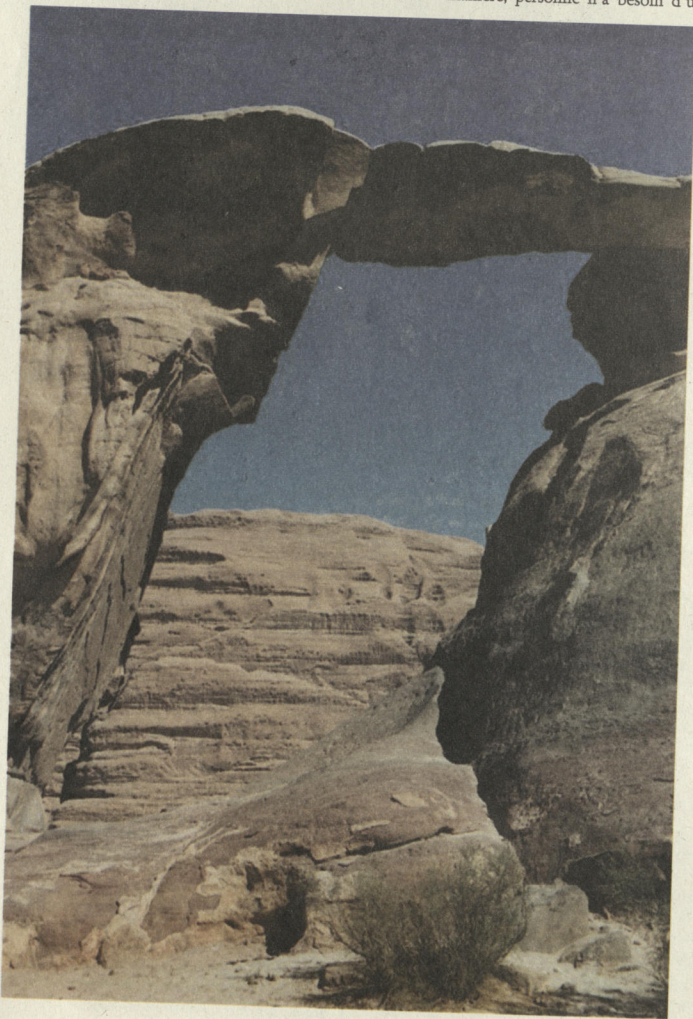
Cerise sur le gâteau médiatique du dénivelage haut de gamme : le Nobel 2003 de médecine ne vient-il pas d'être attribué aux derniers perfectionnements apportés à l'imagerie médicale (IRM), autrement dit à la technologie pure, conférant ainsi à celle-ci le « label » jusque-là réservé à la recherche fondamentale?... Quelle agence de pub eût osé rêver disposer un jour du Nobel pour accroche?

De même les SHS se voient sommées, sous la contrainte alimentaire, de se muer en sociotechnologie de la domination au pire, du « réformisme structurel » au mieux.

Revendiquer leur « excellence » face aux diktats gouvernementaux est un combat perdu d'avance. Ergoter sur les « valeurs », notamment culturelles et éducatives, dont la recherche publique en SHS serait porteuse au détriment de la recherche privée est argument mort lorsque ledit secteur public prétend simplement se poser en concurrent du secteur privé, dans le même esprit mercantile. Ainsi, entrer dans le « dialogue » avec le pouvoir condamne notre imagination et notre inventivité à l'argument rhétorique, politicien, et à la compromission. Le libéralisme n'est pas qu'un « idiome dominant » qu'on pourrait se croire assez malin pour déjouer. Il est, dans les faits, dictature, oppression et répression.

Pourtant, il est intéressant d'approfondir les raisons de la mise à mort annoncée des SHS, du point de vue de leur épistémologie même et sous l'angle de leur dimension politique, le tout au-delà de la situation critique qu'elles affrontent.

Car tout se passe en réalité « comme si » le capitalisme décrétait que les SHS n'ont plus rien de fondamental à révéler sur « l'Homme », en tant que construction sociale et individu, en tant que collectif et société, en regard du Graal biologique enfin atteint : le séquençage du génome humain. Celui-ci est présenté comme l'ultime réponse, ô combien en puissance d'extases « techno », à toutes les questions (on ne développera pas ici l'absurdité du fantasme « d'innéité définitive », attaché par le battage médiatique au génome, au nom de quoi on s'empresse de confier à la seule intervention « mécanique » de quelques bidouilleurs aux ordres de leurs maîtres la responsabilité d'une évolution de la race humaine : cette guignolade ne vise qu'à conforter l'image d'une toute-puissance quasi





magique des patrons du capital afin de mieux y soumettre le quidam terrifié; elle piétine toute objectivité scientifique véritable, compte tenu de l'ignorance subsistant sur le fonctionnement des processus génétiques et des barrières, créées par nos modes cognitifs eux-mêmes tels qu'ils sont précisément déterminés par l'organisation officielle des savoirs, qui s'opposent probablement aux protocoles d'investigation qu'exigerait ce domaine).

Or, s'il est bien une vérité acquise des SHS, c'est d'une part, en tant qu'humaines et sociales, leur relativité à tout système social organisationnel, lui-même relatif à un certain nombre de rapports de force variables, et d'autre part, en tant que sciences, leur refus de considérer leur objet comme « fini ».

La résistance des SHS, pour sauvegarder leur autonomie face aux ukases déliantes d'un système aux prises avec sa propre clôture, devrait inciter à la plus grande circonspection quant à la viabilité de ce dernier. Car le capitalisme, système clos, a nécessairement besoin d'un être humain « fini ». La « finitude » supposée du génome vient à point constituer la divine révélation. À l'instar du dogme religieux, la gestion sociale capitaliste a besoin du principe que l'être humain est fini, qu'on en a fait le tour et que ne s'ouvrirait, comme ère nouvelle, que celle de bidouillages pitoyables et juteux, pour le bien de troupeaux « pacifiés » et dociles. L'épais jargon « technoscientifique » qui masque ce projet est d'autant plus creux qu'il ne renvoie qu'à la tautologie et à l'autoréférence: le pouvoir pour et par lui-même.

Sa clôture amènera l'effondrement du système. Comme tout absolutisme. Ainsi la toute-puissance du dogme catholique et sa prétention à poser sa « vérité » comme

« réel » s'effondrèrent malgré l'acharnement de l'Église pour imposer, les bûchers de l'Inquisition aidant, la finitude et la clôture obsolètes du système ptoléméen.

Car, de deux choses l'une: si l'être humain n'est pas « fini », alors c'est le capitalisme qui l'est. Exactement comme l'était le système de Ptolémée au XVI^e siècle.

Il n'y a pas photo: si la survie du système capitaliste exige aujourd'hui de « clore » la connaissance de l'humain, dites-vous bien que ce n'est pas pour des prunes. Cela confère alors une tout autre importance aux sciences humaines et sociales: ce n'est pas pour leur coût ni pour leur potentiel critique que le système cherche à les abattre, mais parce que, par définition même, sur le plan ontologique, elles opposent à sa forclusion la non-clôture de leur objet – l'être humain social.

La contradiction qui leur est adressée par les maîtres à penser de l'offensive de la dernière chance capitaliste obéit bien sûr à la *realpolitik* la plus triviale mais relève surtout de la « pensée magique », de « l'obligation de croyance » qui veut imposer la confusion du vrai et du réel: affirmer que « rien ne nous incite à parier sur la supériorité d'un modèle non capitaliste » revient à dire que « l'Homme social » est rigoureusement accompli dans ce « réel » forclos, entièrement organisé et construit par la répression capitalistique, au profit de son délire de convoitise.

Alors que, pour peu qu'on s'y arrête, au contraire, la précarité d'un tel état des choses, cette forclusion du système sur sa propre existence comme « preuve » de son excellence et légitimité de son exercice ainsi que le vide, logique et symbolique, sur lequel il repose et qu'il est voué à répandre, tout cela autorise d'autant mieux à penser que n'im-

porte quelle organisation sociale non capitaliste, à partir du point historique-anthropologique où les sociétés sont actuellement parvenues (et sans pour autant rejeter les acquis technologiques), sera sans conteste plus « vivable » – entendons par-là au moins quelques millions de morts économisés, puisqu'il est question d'économie – sans développer les questions de bien-être, de liberté, de progrès, etc.

Ceci est non seulement pensable mais envisageable et conceptualisable. En toute raison objective, au regard des mêmes désastres inlassablement répétés par le capitalisme triomphant, et pour peu qu'on ait l'intelligence pas totalement vaincue, assez de goût de vivre et un peu de cœur, on ne peut que parier sur la supériorité d'un système non capitaliste d'organisation sociale (le « socialisme réel », URSS ou Pol Pot, n'étant que l'avatar étatique de l'organisation capitaliste, n'abolissant aucun de ses principes – valeur d'échange, salariat, etc. – et participant du système et de sa clôture).

Je ne veux pas employer ici le terme de « modèle », car une telle organisation ne peut être prédéterminée – et certainement pas par l'actuelle élite scientifique, compte tenu des nombreuses incohérences et impasses auxquelles elle est soumise – quand elle ne s'y soumet pas elle-même avec l'empressement que l'on voit, alors qu'il serait de sa fonction de lutter sans relâche pour l'extension de la connaissance.

Il est bien évident qu'une telle perspective implique forcément que, chercheurs en SHS, nous ne céditions pas à cette idée de « l'Homme fini » sous prétexte que sa connaissance en milieu capitaliste est bouclée. Il est certes aussi évident que de tels champs

de recherche, de déconstruction, d'investigation et de prospective n'attireront pas le moindre centime poliment quémanté. Mais il est tout aussi certain que l'ouverture de tels champs, de cette véritable « recherche » au sens strict, non systémique, exploratoire, relançant les sciences humaines et sociales ne peut qu'aller exactement de pair avec le développement des luttes sociales: les nouveaux champs de recherche ne pourront s'ouvrir qu'à proportion de l'organisation des luttes, de l'élargissement de leur front et de leurs champs.

Autrement dit: la recherche en SHS doit devenir « révolutionnaire » ou les SHS disparaître en tant que sciences. La progression de la recherche, dans ce champ au moins (et cela probablement à un très haut niveau de découvertes et de connaissances objectives) est désormais intrinsèquement liée à celle des luttes. Déjà, nombre de travaux menés dans d'effroyables conditions, sociales, matérielles et alimentaires, et officiellement « barrés », portent en eux l'espoir de telles recherches et témoignent de la véritable valeur créatrice de celles-ci – au-delà de tout utilitarisme à court, moyen ou long terme. Le « tour de force » intellectuel que ces défis à la mort lente exigent est, on le sait bien, proprement « inchiffable »:

« Les travailleurs précaires [de la recherche, NDLR] savent d'expérience ce qu'est le monde du travail puisqu'ils y sont intégrés parfois de façon permanente dans des travaux alimentaires afin de gagner leur vie. [...] De grandes erreurs théoriques viennent de ce que tant d'intellectuels n'ont pas connu d'autres univers que celui où ils ont été leur vie durant immergés, à l'abri d'une compréhension un peu plus fine des autres univers sociaux [...]. La précarité sociale de certains chercheurs en sciences sociales n'a pas seulement des conséquences sociales négatives mais également des conséquences épistémologiques

positives. [...] Le chercheur peut faire de la nécessité de sa condition sociale vertu épistémologique. [...] En effet, cette situation de précarité totale peut avoir des effets salutaires, comme de libérer les cerveaux de ceux qui, se rendant compte que les concessions théoriques ne payent de toute façon pas, peuvent vaquer à leurs problématiques favorites [...]: celui qui n'a, de toute façon, pas d'avenir est libéré des contraintes des calculs de rentabilité du travail sociologique; quand les investissements les plus cyniques ne sont même plus rentables, la liberté théorique n'est plus d'un si haut prix. [...] Il convient de ne pas passer sous silence ce qui, dans le plus mauvais des statuts, peut avoir de positif [...], jusque dans ses aspects les plus déplaisants. [...] Ceci ne revient, en aucune manière, à dire que la souffrance sociale des chercheurs précaires en sciences sociales est bonne pour leur recherche. [...] Pourtant, les faits, têtus, sont là et il convient donc, d'une façon tout aussi têtue, [...] d'en rendre raison puisque c'est là notre métier. »¹

Mais cela implique évidemment la réciprocity de la proposition: l'organisation des luttes doit être également « scientifique », c'est-à-dire articulée sur la connaissance et la capacité de production créative, conceptuelle, politique et sociale, de chacun, et soutenir ses champs de recherche contre leur répression. Autrement dit, cette organisation est auto-organisation réfléchie et délibérée, et non marche « suivie », dans l'émotion collective, derrière un idéal porté par nombre de chefs ou d'« associations » charismatiques toujours empressés de sacrifier leur liberté à l'idolâtrie. L'information, la diffusion des connaissances, la formation intellectuelle sont donc nécessairement un devoir révolutionnaire – bien au-delà des tristes catéchismes de feu « l'éducation populaire ». Il ne s'agit évidemment pas que les chercheurs s'érigent en « bergers du troupeau », ainsi qu'on en voit

déjà les dégâts à l'œuvre parmi les héritiers de Bourdieu, flics savants, autoproclamés et vigilants, de la voie royale du « réformisme » d'Attac.²

Ce concept d'une synergie des SHS et des luttes sociales, qui seule peut amener une véritable relance de la recherche scientifique à mesure que s'accomplira la révolution anticapitaliste et que « l'homme social » se dépassera lui-même en transformant son milieu, la société, montre clairement que l'aporie, logique et anthropologique, se situe du côté du système actuel – l'impérialisme capitaliste ne pouvant intégrer une telle problématique sans s'auto-détruire –, et non pas du côté de « l'imagination rationnelle » capable d'envisager son abolition. Car celle-ci est envisageable, pour le moins. Et c'est bien le moins que nous puissions faire, en tant que chercheurs en SHS, de l'envisager en toute rigueur, dans sa coïncidence obligée avec la nécessaire sauvegarde du principe même qui fonde ces sciences.

N'en déplaise aux nouveaux clercs empressés de grossir les rangs de la nouvelle Inquisition, les « sciences mortes » ne sont pas du côté que l'intérêt capitaliste nous incite à le croire. Et, pour ma part, je ne crois pas, et ne croirai jamais, que l'humanité s'arrête au capitalisme et sa science à la technologie – sauf à en mourir. Car il est très probable au contraire que l'humanité soit en train de parvenir au point où briser la coquille capitaliste est le passage obligé pour « naître » à un autre stade d'expression collective et à de nouveaux modes de développement – sociaux, culturels, politiques, scientifiques... « naissance » qui est un impératif de survie – pour reprendre Arendt: « Si nous ne transformons pas le monde, ils le détruiront. »

Le chantier à ouvrir est immense – à la mesure des luttes à mener.

Il nous reste à en forger, à en prendre et à en répandre les moyens. **A. V.**



1. Pierre Verdrager, « Les passagers clandestins de l'université française » paru dans la revue *Carnets de bord*, n° 4, décembre 2002.

2. Qu'on ne voit aucune allégeance, dans le lien de nécessité que j'établis entre la progression de la recherche en SHS (fondamentale et non instrumentale) et les luttes sociales, à la compromission bourdieusienne dramatisant « la misère du monde » pour faire passer l'épaisse couleuvre que le maître, si gourmand d'honneurs, dut avaler. Que Bourdieu ait pu produire et imposer, sans soulever d'opposition véritable et ce grâce à la molle et constante déploration qu'il en fit lui-même, son abjecte sociologie de « l'immanence fatale » de l'ordre et de la hiérarchie capitalistes prouve à quel degré d'incohérence, de confusion et de domestication intellectuelle une certaine élite de la recherche est parvenue. À mettre au rang des dégâts post-modernes...

Niki et Flo

de Lucian Pintilie

« Et que se passe-t-il quand, après l'euphorie collective provoquée par la suspension apparemment définitive des catastrophes, très vite, un autre enfer se reconstitue, spontanément, à partir des débris de l'enfer précédent ? Et quand à ce nouvel enfer, on ne peut même plus opposer le bouclier d'autrefois, celui de l'humour noir ? »

Lucian Pintilie, à propos du film *Trop tard*



Heike Hurst

AUTEUR d'un cinéma fidèle « fanatiquement fidèle à la vérité »¹, Lucian Pintilie avait atteint avec *l'Après-midi d'un tortionnaire* le summum du dépouillement. Une certaine tristesse et une lancinante monotonie aussi. Pintilie est loin de la désinvolture du Géorgien Otar Iosselliani, où les tortionnaires rigolent et font rigoler – en apparence. Lucian Pintilie, après sa trilogie de *l'Espoir perdu* (*la Reconstitution*, *le Chêne*, *Trop tard*) confronte l'évolution de son pays, la Roumanie, aux changements survenus dans son regard : « Dans mon malheureux pays, le mal s'est fixé, il semble définitif, inamovible. J'ai cessé de le commenter. De le dynamiter. Je le regarde avec un dégoût froid, avec horreur »². On se demandait ce que mijotait le puissant dénonciateur des injustices, dont les films donnaient régulièrement des nouvelles de l'après Ceaucescu... Eh bien, il aiguësait ses armes, il les chargeait d'humour. Le brillant dénonciateur des abus de toutes sortes, du tribunal de l'absurde dans *la Reconstitution*, 1969, du cynisme de fonctionnaires déshumanisés, de la lutte des classes au fond d'une mine, revient avec un film drôle, en *Kafka* joyeux, avec une comédie grinçante : *Niki et Flo*, programmé par la Quinzaine des réalisateurs à Cannes.

Niki, colonel à la retraite, a marié sa fille au fils de son ami Flo, il est très attaché à sa fille et n'approuve pas leur départ pour l'Amérique. Son fils musicien est victime d'un accident stupide, un court-circuit. À son enterrement Flo, maître des cérémonies, filme l'événement comme un reportage vidéo, « volant » – ça sera le terme toujours utilisé par Lucian Pintilie – à Niki et à sa femme leur chagrin et leur émotion. Dans leur vie banale, Flo ne cesse, par des provocations, de leur retirer tout ce qui leur est cher. Ainsi, d'escalade en escalade, Niki se sent dépouillé de tout ce qui fait sa dignité. Le jour de la fête de l'Armée, Niki se rase de près, met son uniforme, saisit un marteau et traverse la rue pour régler son compte à Flo.

C'est un film féroce, où l'humour sert de mise à distance nécessaire. Film surprenant qui épingle les travers de la médiocrité ambiante.

Heike Hurst : Vos films ont marqué, de *la Reconstitution* au *Chêne*, en passant par *Un été inoubliable*, etc. N'y a-t-il pas des points communs avec *Niki et Flo*, en particulier dans cette relation très tendre entre le père et sa fille, le père dans le *Chêne* était un haut gradé de la Securitat, leur relation ressemble à celle que Niki, le colonel, entretient avec sa fille ?

Entretien réalisé à Cannes en mai 2003.

Lucian Pintilie: Permettez-moi de vous corriger, ce n'est pas un ancien du régime, ce n'est pas un profiteur du régime, comme était le père de la fille dans le *Chêne*, cela n'a aucun rapport avec les gens qui ont profité. Lui, Niki, a été fidèle - d'une manière très simpliste, très naïve - à la Roumanie, en tant que militaire. Il a été un fonctionnaire très, très correct. En général, il y a une petite tendance pour politiser le film *Niki et Flo*: le seul discours politique du film - un peu ridicule -, c'est le discours de Flo, au moment où il explique comment le fils clarinetiste est mort.

Il fait un discours politique pro américain... sur le bon matériel, aux États-Unis, vous n'allez pas trouver ça! C'est le seul discours politique naïf, ridicule du film. J'ai une tendresse spéciale pour ce film. Niki est totalement en dehors de la politique, il est le produit de la politique. Moi, j'ai fait une chose très simple qui m'a énormément excité: raconter autrement un crime. Pourquoi la banalité ne pourrait-elle pas être la condition (à l'origine) d'un crime, pourquoi ne pourrait-on pas commettre un crime dans la plus grande banalité? Je propose donc une autre lecture des crimes.

Mon personnage est spolié par un autre. C'est un binôme Niki et Flo. Flo vole tout, à partir du vol de l'« enterrement », jusqu'à la « carnavalisation » finale, quand en plus on se moque de Niki, en lui volant les derniers restes de dignité, en le poussant vers l'humiliation la plus terrible, on lui vole (on le dépouille) tout. Il n'a qu'une seule réponse qui se construit lentement du début jusqu'à la fin du film.

D'une manière très inconsciente et très banale, j'ai construit autrement un crime; par exemple, si l'on vivait à l'intérieur de cette histoire, on ne pourrait pas comprendre que Flo est coupable. Dès qu'on s'éloigne, on arrive à comprendre que moralement, il doit payer pour cette façon exécutable de voler Niki, de le dépouiller. Il le paye d'ailleurs d'une manière grotesque, marqué par l'humour noir... le marteau... (il rit).

Heike Hurst: Le pansement en forme de croix l'a déjà désigné comme victime!

Lucian Pintilie: Il suggère, il faut me tuer, c'est difficile de ne pas le tuer quand on voit cette croix parce que même si toutes les choses sont confuses dans la tête de Niki, elles se clarifient tout de suite dès que la croix va apparaître (sur la tête de Flo).

Par là, je veux dire qu'il y a deux histoires différentes. Quand on lit à l'intérieur de cette réalité du film, quand on est voisin, quand on est parent, fils, fille des deux, on ne peut pas comprendre pourquoi on l'a tué. Dès qu'on s'éloigne, même un enfant peut dire, mais pourquoi on ne le tue pas, celui-là? Quand on s'éloigne, cela devient une histoire très claire, avec une nécessité qui se construit inexorablement.

Heike Hurst: Pourquoi votre acteur préféré, Razvan Vasilescu, joue-t-il Flo, l'homme à éliminer, ça vous amusait?

Lucian Pintilie: Un acteur doit jouer tout ce qu'on lui propose. Ce qui m'intéresse, c'est de faire des variations. Il y a d'énormes différences entre tous les personnages qu'il a joués chez moi. Un grand comédien doit faire ça sans discuter. Vous avez très bien deviné, ça m'a beaucoup amusé.

Heike Hurst: J'aimerais citer cet auteur allemand qui appelait son recueil *Vor den Vätern sterben die Söhne* (Les fils meurent avant les pères de Thomas Brasch), comme ici, le fils de Niki meurt bêtement, alors qu'il est encore très jeune...

Lucian Pintilie: La banalité récupère, reprend ses droits. Ce n'était pas quelqu'un de surdoué, c'était quelqu'un de très banal, quelqu'un qui jouait de quatre instruments comme ça, utilisant même ses narines... C'est une image un peu tendre et ridicule. Au lieu de devenir un personnage funambulesque et génial, il est resté quelqu'un dont le pouvoir n'était que d'amuser les gens à la noce. Lui, Niki et même Flo, ce sont tous des personnages moyens, même médiocres.

Niki est un peu différencié, parce qu'il a une idée fixe, il fait que la réalité correspond à ce qu'il ressent. Dès qu'il y a une rupture, seul un crime peut rééquilibrer tout. Il est différent. On va tout de suite attribuer ce crime à la folie. Or il n'est pas fou. Ce que je veux expliquer. Quelqu'un qui prend tout sur lui, assume tout... - dans vingt minutes, la police va arriver - mais qui ne le fait pas suite à une crise de folie. Flo a humilié toutes les dignités possibles. « Il a fait exploser la conscience de la dignité », comme disait Dostoïevski. Or, ça, il faut le payer. Quelles sont les conséquences? Ça ne compte pas.

Heike Hurst: Vous amenez la perception de cela par de très petites choses, par exemple, la carte postale qui arrive d'Amérique où Niki est scandaleusement oublié...

Lucian Pintilie: Vous avez bien saisi, c'est la carte postale qui déclenche tout, c'est la goutte qui fait déborder le vase. C'est à ce moment précis qu'il tombe, c'est aussi une preuve de l'humour noir.

Heike Hurst: Niki et Flo, c'est comme une nouvelle veine, l'humour noir qu'on vous connaissait déjà devient ici le mode narratif, nourrit le registre de la comédie légère...

Lucian Pintilie: Je crois, j'espère, c'est très positif et très bien pour moi. L'humour, c'est une preuve de jeunesse.

Heike Hurst: Le mariage de la fille de Niki avec le fils de Flo est théâtralisé à l'extrême, le son, le bruit, c'est une théâtralisation

éprouvante à regarder pour Niki, mais aussi pour le spectateur, le bruit, l'agitation, les cris... la vidéo...

Lucian Pintilie: Il y a aussi une chose qui provoque: l'image, presque de la pornographie, de l'inceste, qui est très provocante... En ce qui concerne l'autre, je pense à Flo, il paie aussi pour ses rêves de créateur, il se prend pour un grand créateur, alors qu'il n'est absolument rien. Je me moque un peu de moi-même. Qu'est-ce qu'il représente, Flo, et de quoi je me moque? Il représente le metteur en scène, il fait tout le temps de la mise en scène.

À partir de la première scène, qui est le premier « vol », celui de l'enterrement. Même avant, quand il arrange la position des jambes dans la voiture, quand il réorganise les tables, les bouquets de fleurs, il fait tout le temps de la mise en scène. Pour ça, il faut payer. Même Hinkfuss chez Pirandello, ce personnage est éliminé. Il y a une haine contre le metteur en scène. C'est aussi un sentiment très fort chez Niki, de vouloir l'éliminer. Puisque l'autre a usurpé (une place, sa place), l'a écrasé par la force.

Heike Hurst: Le *Chêne*... Quand je pense à ce film, il y avait une radicalité exceptionnelle dans la construction des deux personnes centrales, d'ailleurs encore une fois merci pour ce personnage joué par Maia Morgenstern, alors que dans *Niki et Flo*, les femmes sont très conventionnelles...

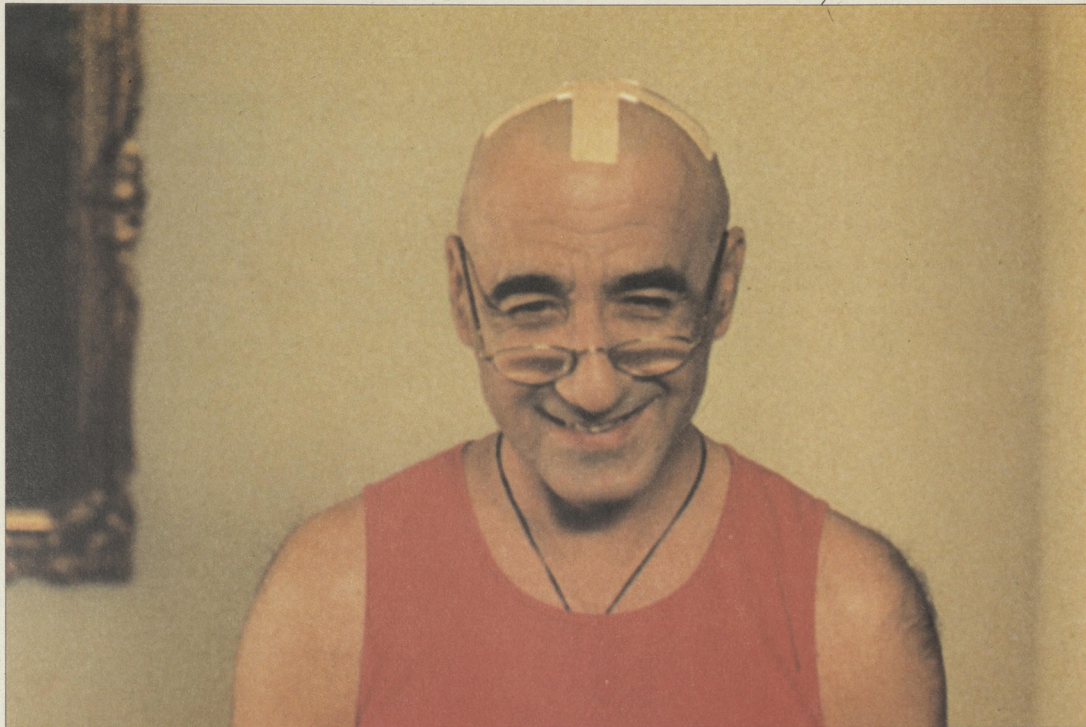
Lucian Pintilie: Non, elles ne sont pas conventionnelles, elles sont des femmes médiocres: elles n'ont pas la dimension, ni du rôle dans le *Chêne*, ni de la comédienne, non, ce sont de bonnes comédiennes. La dimension du rôle, l'autre, (Nela, joué par Maia Morgenstern), c'est une folle, une visionnaire qui veut tout brûler, elle n'aime absolument rien. Tandis qu'ici, nous parlons de femmes qui sont très conventionnelles du point de vue social. Les personnages, esthétiquement, elles ont la même vérité que le personnage de Maia (Nela, dans le *Chêne*).

On ne parle pas en termes de réel, on parle en termes esthétiques, transposés esthétiquement, elles ont la même authenticité. À cette adresse-là, on ne trouve pas des personnages comme elle, Nela (Maia Morgenstern): ça n'existe pas, il faut chercher le *Chêne*, numéro 13...

Heike Hurst: Ça veut dire qu'elles sont devenues des femmes comme ça?

Lucian Pintilie: Non, pas du tout, elles sont mortes... d'un cancer. Elles n'existent plus. Ce sont des personnages extraordinaires. Des personnages consommés.

Heike Hurst: La liste des livres devait prouver quoi, la stupidité de Flo?



Lucian Pintilie: Oui, mais il faut connaître les bouquins. C'est une façon de penser, ce sont les limites de quelqu'un qui croit qu'il est très évolué, c'est pour ça; même la façon dont il débite le discours philosophique... C'est quelqu'un qui a lu beaucoup de magazines, genre *Kant à la portée de tous*. Il a l'ambition de parler à un niveau plus subtil, plus profond: il dit les banalités les plus dégueulasses.

Donc, c'est pour caractériser son vide intérieur et le fait qu'il est prétentieux et stupide. Est-ce qu'il faut payer avec son crâne pour ça? Il accumule les arguments. Rappelez-vous, le regard de l'autre (Niki) pendant qu'il lui fait cette théorie philosophique, c'est vraiment *Kant à la portée de tous*. Tu passes à l'autre partie où la vie et l'œuvre de Kant sont expliquées en trois pages...

Heike Hurst: Pourquoi Flo est-il vraiment l'homme à abattre et pourquoi, en plus, il est à ce point dégueulasse avec sa femme, alors que Niki est charmant avec son épouse et sa fille?

Lucian Pintilie: Parce qu'il y a des hommes adorables, puis il y a les dégueulasses, c'est aussi simple que ça. Mais lui, Flo, c'est un barbare qui ne sait pas se comporter avec sa femme. Si vous êtes à l'intérieur de cet espace, vous allez suivre le personnage, vous êtes spectateur, vous ne pouvez pas vous rendre compte de cette goujaterie. C'est une subtilité du film: Kundera dit ça très bien, la littérature ne s'occupe pas du réel, mais des événements, de la carte de l'existence. Le crime de Karamazov

n'a jamais existé que si l'on regarde de loin; si on est à l'intérieur on n'arrive pas à le comprendre. Ce crime, personne ne va le comprendre, seulement en s'éloignant on va comprendre.

Heike Hurst: Comment vivez-vous aujourd'hui en Roumanie? Par rapport aux rêves de vos personnages?

Lucian Pintilie: Mes rêves n'ont aucun rapport avec leurs rêves à eux. Je vis admirablement bien en Roumanie, parce que je travaille tout le temps. J'ai une grande maison au bord d'un lac et je ne fais que travailler à partir de 6 heures du matin, j'écris un bouquin, je vais commencer un autre livre, je ne me rends pas compte que je suis en train de mourir, voilà ce que je fais.

Heike Hurst: Alors, vous êtes un homme heureux!

Lucian Pintilie: Non pas du tout, ah, non, je suis un homme très complexe, sur le plan de vivre heureux et malheureux, je suis très complexe, non, je ne suis pas du tout un homme heureux... Ça serait terrible de ne pas travailler, c'est le seul malheur.

1. Pintilie, cité par Jean-Luc Douin, *Télérama*, n° 1115, 1971.

2. Pintilie, dans un entretien pour la sortie de *Terminus Paradis*, « mon premier film d'amour! » 1998.

Jeudi 30 octobre

Saint-Claude

Réunion-débat organisée par le groupe Lucio de la FA, avec J.-P. Tertrais sur le thème *la crise agricole ou l'inévitable remise en question du productivisme*. À la Maison du peuple (salle Ponard), 12, rue de la Poyat, à 20h30.

Strasbourg

Le groupe Juillet 36 organise une conférence-débat sur l'anarchisme, à 20 heures, à la Maison des Associations, place des Orphelins, Strasbourg (entrée libre).

Vendredi 31 octobre

Besançon

Conférence organisée par le groupe Proudhon de la Fédération anarchiste avec J.-P. Tertrais, sur le thème *de croissance, décroissance et environnement à l'Autodidacte*, 5, rue Marulaz à 20h30.

Dimanche 2 novembre

Paris 11^e

Soirée de soutien pour le Gisti, concert avec Ecowar et Turtle Ramblers à 17 heures, au CICP, 21 ter, rue Voltaire. Paf: 5 euros.

Lundi 3 novembre

Paris 1^{er}

Le monde du travail en questions et en images. *Les Prolos*, un film de Marcel Trillat, suivi d'une rencontre avec l'auteur, Stéphane Beaud et J.-P. Levaray. Au Forum des images à 19 heures.

Mercredi 5 novembre

Paris 11^e

L'Autre sens du voyage, présentation du livre paru aux Éditions Homnispères, à 19h45 au CICP, organisée par Quilombo.

Du 5 au 7 novembre

Chambéry-le-Haut

Le groupe Acratie de la FA organise une expo photos: *Vivre ensemble sans chef, c'est possible!* Retour sur une expérience d'autogestion, le Vaaag, à l'Escale, 507, rue du Prê-de-l'Âne. Entrée libre.

Jeudi 6 novembre

Nantes

20h30, au Cinématographe (rue des Carmélites) le CHT vous propose de voir le documentaire *Union maids* qui raconte l'histoire d'une lutte ouvrière menée par des femmes afro-américaines de Chicago durant la grande dépression. Cette projection sera suivie d'un débat. Tarif du cinéma: 3 euros.

Du 8 au 12 novembre

Chambéry

Le groupe Acratie de la FA organise une expo photos: *Vivre ensemble sans chef, c'est possible!* à l'Hacienda, rue de la République. Discussion autour du Vaaag le 8 novembre à partir de 21 heures. Entrée libre.

Samedi 8 novembre

Marseille 1^{er}

Un après-midi autour de Georges Brassens, au Cira, 3, rue Saint-Dominique.

Paris 11^e

Forum à la librairie du Monde libertaire: *la Prostitution coloniale* avec Christelle Taraud, à 16 heures.

Mardi 11 novembre

Ivry-sur-Seine

Le groupe FA organise une soirée débat au forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès, sur le thème *anarchistes en 2003. Ce que nous voulons*.

Radio libertaire

Jeudi 30 octobre

Si vis pacem: de 18 heures à 19 h 30, au panthéon de l'antimilitarisme, Roger Monclin, administrateur de la Patrie humaine.

Vendredi 31 octobre

Enjoy polar: de 12 heures à 13 heures, avec Thierry Marignac, auteur de Fuyards (Rivages).

Jazz en liberté: à 22h30, Max Roach quintet en public, Milford Graves solo, Elvin Jones quintet en public, Jacques Thollot solo, Jack Dejohnette quartet en public, Ramon Lopez solo.

Samedi 1^{er} novembre

Chroniques syndicales: de 11h30 à 13h30, association des femmes de Mauritanie.

La Philantropie de l'ouvrier charpentier: de 10 heures à 11h30, rediffusion d'une émission concernant les « lettres de poilus » durant la guerre de 14-18.

Dimanche 2 novembre

Chants/Contrechamps: à 15h30, une interview d'Alain Guiraudie autour de son film *Pas de repos pour les braves*. Pour la partie chanson, un invité en direct: Alain Wodrascka, auteur de *Léo Ferré, je parle pour dans dix siècles*.

Lundi 3 novembre

Les Destinées de l'histoire: de 18 heures à 20 heures, avec Alain Rustenholz, pour Paris ouvrier.

Ondes de choc: de 15 heures à 18 heures, Gian Maria Testa pour son nouvel album, les Fabulos Troubadors pour leur tournée et Laurent Serrano *Le dragon*, comédie-contes en trois actes

Le Monde merveilleux du travail: de 20 heures à 21 heures, avec Évelyne Perrin, du réseau Stop précarité, à propos du RMA.

Mercredi 5 novembre

Blues en liberté: de 10h30 à 12 heures, Johny Copeland.

Femmes libre: de 18h30 à 20h30, Christelle Taraud pour ses livres: *la Prostitution coloniale* et *Mauressques*.

Ras-les-murs: de 20h30 à 22h30 « Substitués réels, substitués virtuels » avec Pierre V. Tournier.

89,4 MHz
en région parisienne

agenda

La colo libertaire

NOUS CONTINUONS notre projet commencé déjà il y a deux ans. La colo 2003 comptait treize jeunes (entre 11 et 16 ans) et six animateurs.

Nous avons créé la colo libertaire dans la perspective d'apprendre, tous ensemble, adultes et enfants, à vivre collectivement chaque instant du quotidien.

Ainsi, nous partageons les loisirs et les corvées, les hauts et les bas. Chaque individu avait sa place dans le projet, afin de le faire évoluer et qu'il ressemble à chacun d'entre nous.

Donc la fin de la colo – et par conséquent la prochaine – ne correspondait plus au projet initial, sans toutefois trop s'en écarter dans les principes.

Pour que tout le monde ait son mot à dire, nous nous réunissons en AG. Au début, nous en faisons une par jour et, voyant que cela était trop pour les jeunes, nous les espacions. En 2003, voyant que la prise de parole en public était difficile pour les ados, nous organisons deux pré-AG séparées, pour ensuite échanger en commun. Ainsi, les conflits pouvaient être réglés. Les jeunes nous faisaient part de leurs envies, de leurs préoccupations et vice versa. Le dialogue s'est mis en place pour enfin fonctionner. Finalement, les jeunes sont partis avec la sensation d'avoir pris part à quelque chose. Ils avaient leurs responsabilités dans le projet. Les souhaits de ceux qui étaient présents l'an passé étaient de rallonger la colo. Nous nous sommes dit pourquoï pas deux semaines, mais rien n'est définitif.

Quelques projets d'activités ont été évoqués, comme la randonnée sur deux jours. Mais chacun se doit d'apporter une activité (sans limite dans le temps : une heure, deux jours...) dans la perspective de l'amener jusqu'à son terme.

Quant au nombre de participants, il a été fixé à 20 jeunes et 5 adultes pour des raisons pratiques.

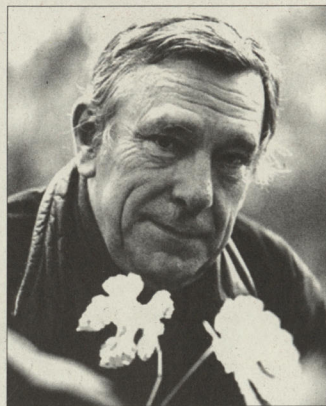
La colo libertaire, pour bien se dérouler, aurait besoin d'un soutien, financier, matériel (véhicules, par exemple...) ou autre.

Les inscriptions seront closes au 15 décembre, pour participer au projet

Contact : maxdada@nomade.fr ou claro2@voila.fr

Béranger, dernière sortie

IL Y A UNE DIZAINE D'ANNÉES quand l'ancien quotidien de la rue de Lorraine¹ annonçait les concerts de François Béranger, il les qualifiait de manière peu élogieuse... Au point que l'auteur de *Natacha* s'en était ému et avait pris sa plume. Après la mort du chanteur, *Libé* s'est racheté mais en jetant un voile pudique sur ce passé peu glorieux pour le quotidien. « Libertaire impénitent », François Béranger aurait-il vraiment apprécié d'être qualifié par l'AFP d'« ambassadeur de l'esprit de Mai 68 » ? À Radio libertaire, aux « Chroniques syndicales », on ne lui a pas non plus demandé son avis pour l'emplacement de sa reprise de *Talking Union Blues* de Woody Guthrie comme indicatif de l'émission. Plus que boudé par les médias, François Béranger continuait sa route d'artiste engagé (ce qui pour lui était un pléonasme) en dehors des



modes et des « obligations professionnelles ».

Après Mai 68, quand il travaillait à Boulogne-Billancourt, il côtoya l'Asras (Alliance syndicaliste révolutionnaire et anarchosyndicaliste) à travers le groupe culturel Renault. De *Tranche de vie* (1970) à *l'État de merde* (1997), il trouva le temps de chanter pour *Libé* « balbutiant », pour Lip, pour les grévistes du Joint français, les taulards, le *Monde libertaire*, bref à mettre tout en œuvre pour aider ceux qui voulaient changer la vie. Voilà.

Thierry
groupe Pierre-Besnard

1. C'était dans le 19^e arrondissement à Paris, près de la station de métro Laumière. On y rêvait révolution en marche et salaire égal.

Gilles Durou est mort

VOILÀ QUELQUES JOURS, je relevais mon col de caban pour me garder du vent froid qui balayait le petit plateau des Pyrénées basques, où nous allions enfouir les cendres de mon ami, de mon frère Gillou... Les potioks, chevaux semi-sauvages du pays, dont nous fouillions le territoire, nous regardaient, comme intrigués de nos agissements. Ils étaient une trentaine, comme nous... Après avoir découpé un gros carré d'herbe, nous avons creusé encore un peu, puis déposé les cendres accompagnées d'une lettre; nous avons refermé cette petite sépulture symbolique avec le carré, dans cette aire de liberté que Gillou aimait tant. Puis, nous sommes redescendus vers la vallée, tristes et vivants.

Gilles Durou avait 49 ans quand son cœur a lâché prise, le 22 septembre 2003, après neuf mois de douleurs, de désespoirs et d'espoirs dans un hôpital de Bordeaux. C'était un râleur, un esprit critique, la générosité faite homme. Il avait fondé les éditions *Analis* pour pouvoir rééditer *l'Incredible anarchisme*, de Luis Mercier Vega, et publier ensuite un livre salubre sur l'emprisonnement des humains, *Liberté sur paroles*, de Christophe Soulié. Il avait

ouvert, à Bordeaux, une librairie, L'En Dehors, puis lancé un cercle d'études libertaires.

Après avoir milité au groupe Sébastien-Faure de Bordeaux de la Fédération anarchiste, rue du Muguet, il avait fondé le Groupe anarchiste de Bordeaux, dans le même local, puis rejoint l'OCL.

Sa vie de libertaire est une suite impressionnante d'action, de réflexion, d'aide : génocide du Rwanda (où il s'était rendu en 1995 afin d'y recueillir des témoignages des rescapés), à propos duquel le silence occidental le rendait fou furieux (Collectif girondin pour le Rwanda), grèves de la faim des sans-papiers (1991, 1998, 2002), luttés contre le nucléaire (Braud, Golfech, comité antinucléaire de Bordeaux, Comité de lutte antinucléaire girondin), contre le tunnel du Somport, contre les commandos anti-IVG (Collectif girondin pour le droit des femmes à l'avortement et à la contraception).

C'était un humain perpétuellement tourné vers les autres. Il me manque cruellement. Il manque et manquera à tant de gens...

Serge Utgé-Royo

DU 11 AU 16 NOVEMBRE 2003

Paris-St Ouen (27 rue Godillot)

FORUM SOCIAL LIBERTAIRE

Manifestation

Samedi 15 novembre, 12h30

Place des Fêtes,

Paris 19^{eme}

M^o Place des Fêtes

Débats,
Vidéos,
Ateliers,
Expositions...

PAF : libre

Autogestion,
Luttes Sociales,
Lutte des
Sans-papiers,
Anticapitalisme,
Antipatriarcat,
Ecologie,
Education,
Services
Publics...

SALON du LIVRE ANARCHISTE

FSL-SLA, 145 rue Amelot, 75011 Paris - tel:01 48 05 34 08 - <http://fsl-sla.eu.org>

Alternative Libertaire, Comité de Solidarité avec les Peuples du Chiapas en Lutte, Confédération Nationale du Travail,
Coordination des Groupes Anarchistes, Fédération Anarchiste, réseau No Pasaran, Offensive Libertaire et Sociale,
Organisation Communiste Libertaire, Organisation Socialiste Libertaire (Suisse)

Spécial antipatriarcat

LE PATRIARCAT – considéré comme le système social qui organise la domination des hommes sur les femmes – reste la triste réalité sociale.

Les militant-e-s de la Fédération anarchiste tentent d'agir quotidiennement afin de s'attaquer aux fondements du patriarcat et à son corollaire, le sexisme, de manière collective et organisée. Contre les modèles sociaux masculins/féminins obligatoires, contre l'homophobie, la lesbophobie et la transphobie, contre l'esclavage sexuel et la pornographie, contre le publisexisme, contre les violences physiques, psychologiques et sexuelles, pour le droit des femmes à disposer de leur corps, contre l'exploitation économique des femmes dans la sphère domestique, contre les inégalités de salaires et les discriminations au travail, etc.

Si nous ne nous situons pas en dehors des rapports de domination qui structurent cette société, nous aspirons à en sortir afin de réaliser la liberté réelle et l'égalité politique, économique et sociale. Nous devons donc nous donner les moyens de les déconstruire au niveau individuel et de les abolir au niveau collectif.

Ces pages se veulent un outil supplémentaire mis à la disposition de toutes et de tous afin de renforcer la lutte antipatriarcale!

Commission antipatriarcale
de la Fédération anarchiste



Affiche prochainement disponible à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.



DANS LE MONDE ENTIER, bien qu'à des échelles différentes et sous des formes très diverses, les femmes vivent une oppression liée au seul fait d'être femme. Cette situation résulte d'un système social archaïque et pourtant encore en vigueur qui organise la domination politique, économique, culturelle, sexuelle et sociale des hommes sur les femmes: le patriarcat. Initialement défini comme un régime social dans lequel le pouvoir est transmis de père en fils et où l'autorité du père est prépondérante dans la famille, le patriarcat se manifeste à travers les rapports entre individu-e-s d'une société par des pratiques misogynes légitimées dont le but est de soumettre les femmes. Le patriarcat est omniprésent, il impose son ordre et ses normes.

Les actes de violence à l'encontre des femmes sont la racine de l'ordre patriarcal. Ces violences sont multiformes: coups, viols, sévices sexuels, mutilations génitales, mariage forcé, droit de cuissage, menace, chantage, violences domestiques, excision, infanticide, inceste, harcèlement sexuel et moral, traitements forcés et médication abusive, exploitation et marchandisation des corps (prostitution, pornographie), contraception refusée ou imposée, stérilisation et IVG forcées, gynocides.

Le patriarcat ne connaît pas de frontière. Cela se traduit entre autres par la marchandisation du corps des femmes et des fillettes que l'on déplace comme du bétail et dont le trafic grandissant, lié à la prostitution locale et au tourisme sexuel rapporte plus que le trafic de drogue ou d'armes. La mondialisation du patriarcat, c'est aussi le travail des femmes dans les « sweatshop », hangars immenses voués à l'industrie, où les femmes gagnent des salaires de misère, sont licenciées quand elles ont leurs règles et contraintes à assouvir les désirs sexuels de leurs patrons.

Le patriarcat est présent dans toutes les sphères et toutes les classes sociales. À l'école primaire, où plus de 13 %* des viols sont commis chaque année en France, on apprend aux petites filles que le masculin l'emporte nécessairement sur le féminin. Dans le monde du travail, les femmes sont payées 15 %** de moins que les hommes à travail égal et, de plus, se font harceler sexuellement et moralement par les patrons. 60 %** des chômeurs sont des chômeuses. Dans les hôpitaux, il est encore difficile de pratiquer une IVG entre regards suspicieux et commandos fascistes. Sans oublier les bavures policières dont sont victimes de nombreuses femmes: violences sexuelles et viols collectifs lors des gardes à vue... Une grande part des violences faites aux femmes et aux filles l'est dans la sphère familiale ou proche. En France, 41 %* des viols commis le sont sur des filles de moins de quinze ans, et 74 %* d'entre elles connaissent leur agresseur. Ce dernier n'est majoritairement

pas un marginal dégénéré mais un homme ordinaire, parfaitement intégré à la société, vivant maritalement, avec des enfants, ni asocial, ni impulsif. C'est encore dans le cocon familial que les femmes font gratuitement le travail domestique et que 400** femmes meurent chaque année des actes de violence de leur conjoint.

Le sexisme est partout dans l'espace public, à commencer dans le langage (un entraîneur, une entraîneuse; un jardinier, une jardinière, etc.) qui confond souvent l'individu-e avec l'objet. Il est simplement dans la rue où il faudrait dire merci à chaque homme qui nous adresse la parole en vue de nous baisser et surtout ne pas réagir quand il nous insulte.

La publicité est une arme commune au patriarcat et au capitalisme. À travers elle, nous vivons dans un monde virtuel, parallèle au monde réel et qui a pourtant des interférences avec ce dernier. La femme s'y trouve libérée en tant que corps, qu'elle se doit de rendre désirable, tout en consommant son identité.

Les lois étatiques imposent le mariage comme condition du droit au séjour ou d'une régularisation. L'exigence du maintien de la vie commune pour la délivrance ou le renouvellement des titres de séjour pose des problèmes en cas de séparation, de violence conjugale, permet des abus de la part du mari et place les femmes en situation de dépendance. Les épouses de polygames subissent lourdement les conséquences d'une situation dont elles ne sont pas responsables quand elles ne peuvent obtenir de titre de séjour.

Les lois religieuses dépossèdent les femmes d'elles-mêmes: elles imposent de se voiler, de rester vierge, de ne pas avorter, de ne pas avoir de rapports sexuels extra-conjugaux.

Les femmes ont d'autant moins les moyens de se défendre que la simple dénonciation d'un acte de violence à leur égard est dangereux pour elle. Cette violence est légitimée par la non-application des textes de loi et le manque de dispositifs de lutte. Une femme est difficilement à l'abri de la violence patriarcale car cette violence est une norme. Une norme qui dicte aux petites filles l'obligation de ne pouvoir disposer librement de son corps. Refuser le viol, c'est ne pas accepter les règles établies depuis longtemps qui indiquent la marche à suivre pour ne pas crever. Une norme intégrée par beaucoup de femmes qui ne reconnaissent pas le mal qu'elles subissent en intégrant cette violence au point de s'automutiler ou en acceptant le viol comme norme sexuelle, parfois via le devoir conjugal.

Clochette

* Collectif féministe contre le viol.

** Hors-série antipatriarcat No Pasaran.

en avant tou-te-s !

special antipat

Le genre, carcan social

LA LUTTE ANTI-SEXISTE et anti-patriarcale du projet libertaire est indissociable du concept de « genre » ; afin de mieux combattre cette domination spécifique, il est utile de comprendre comment le genre opère et combien il sert le système patriarcal.

Le genre est un concept issu des théories féministes et est devenu un outil théorique capital pour analyser les rapports entre les hommes et les femmes. On associe souvent le genre au « sexe social » pour définir l'ensemble des comportements et des traits supposés être « féminins » ou « masculins » que l'on superpose au sexe « biologique » de l'individu-e. Le genre se distance ainsi des présupposés naturalistes et propose une lecture sociale de la domination masculine et du système patriarcal. Il fonctionne comme un modèle stéréotypique, un moule social dans lequel doivent se couler les individu-e-s selon leur sexe. De la même manière qu'avec la race, on essentialise **LA femme** en lui attribuant une nature féminine ; on érige en modèle une femme douce (entendez « passive »), compréhensive (entendez « soumise »), belle (entendez « faite pour plaire aux hommes ») et soucieuse du bien-être des autres (entendez « à la maison »).

Quant aux hommes, bien que leur modèle ait l'avantage d'être dominant, ils subissent eux aussi la dictature du genre : n'est « homme » que celui qui est fort, qui maîtrise (soi-même et les autres), qui fait l'étalage de ses muscles et de ses possessions (argent, femmes, voitures). Quiconque ne « colle » pas à son genre et s'éloigne ainsi du modèle dominant se voit marginalisé-e, stigmatisé-e : les insultes et les moqueries sont le lot des femmes dites « masculines » ou des hommes dits « efféminés », sans parler de ceux et de celles dont l'orientation sexuelle défie l'hétérosexualité toute-puissante.

Simone de Beauvoir est l'une des premières à avoir conceptualisé le genre, avec l'anthropologue Margaret Mead. Sa théorie, souvent résumée par la phrase : « On ne naît pas femme, on le devient » a ouvert la voie à de nombreux travaux qui ont mis au jour la construction sociale des identités féminine et masculine : dès la naissance, l'enfant comprend qu'il ou elle doit se conformer aux attentes de son entourage, et qu'il y a des choses qu'une petite fille ou un petit garçon ne fait pas. C'est ainsi qu'on favorise chez les filles la douceur, la passivité, le paraître, le soin aux autres, par le biais des jouets par exemple, mais

aussi à travers le comportement des adultes qui, par leur approbation ou leur condamnation (explícite ou implicite), font comprendre à l'enfant où est sa vraie place. Les petits garçons sont eux aussi très vite conditionnés à développer l'action, la violence, la domination, à retenir leurs larmes et à ne pas exprimer leur peur et leurs sentiments.

L'apprentissage de leur genre par les enfants est donc extrêmement précoce, et se poursuit ensuite dans et hors de la sphère familiale. L'école prend le relais et confine les unes et les autres dans leurs rôles respectifs, en favorisant chez les garçons la prise de parole, la compétition, le travail individuel, l'expérimentation, tandis qu'on encourage les filles à travailler de façon collective, à écouter les autres, et qu'on les oriente vers des filières qui correspondent à leur « sensibilité ». Toute la vie durant, le genre est



un carcan social puissant qui laisse peu de place à un développement épanouissant, émancipateur et propre à l'individualité de chacun-e ; les modèles imposés le sont aussi via les médias, par exemple, qui prônent un idéal féminin réducteur et aliénant : la femme-mère est ainsi opposée à la femme-sédutrice, disponible sexuellement, voire salope, mais en dehors de ces deux clichés, point de salut.

Lulu

Déconstruire la masculinité

SI NOUS AVONS en tant qu'hommes beaucoup à perdre en déconstruisant cette éducation qui fait de nous des dominants par rapport aux femmes, par les bénéfices matériels, psychologiques et sociaux que nous en retirons, nous avons à y gagner de nouvelles relations, de nouveaux rapports sociaux égalitaires, à sortir de cette aliénation, aliénation des individus par la masculinité... Nous avons à y gagner notre libération parce que le système hiérarchique dominant-e/dominé-e est un système qui traverse l'ensemble des rapports sociaux, de classe, de genre (la domination masculine) ou les rapports (néo)-coloniaux, et que l'on ne saurait abolir totalement un rapport de domination sans abolir les autres, puisque ceux-ci sont solidaires.

Notre objectif, en tant qu'anarchistes, est la libération des individu-e-s, libération de la domination et de la norme sociale vers la multiplicité des choix de vie et de comportement, le seul rejet étant celui de la domination et de la contrainte. Cette libération ne se fera pas sans la remise en cause de la masculinité (ensemble de comportements

sociaux obligatoires pour le sexe mâle) comme construction sociale aliénante pour les hommes, oppressive pour les femmes. Cette déconstruction, c'est la solidarité que nous pouvons exercer, dans le respect de l'autonomie des luttes, envers la lutte féministe, à partir de notre position sociale d'hommes.

Pour cela, les groupes non mixtes hommes peuvent s'avérer un outil intéressant, s'ils savent créer les conditions permettant de sortir autant d'une logique dangereuse de victimisation des hommes (style « nous aussi nous sommes victimes du patriarcat » qui nie la spécificité de l'oppression des femmes et la réalité d'un rapport social de pouvoir fondé sur des relations dissymétriques, la domination masculine) que d'une logique de culpabilisation et d'auto flagellation sans perspective, ou encore des rapports de compétition entre hommes (le « plus pro féministe que moi tu meurs » présomptueux qui enferme la discussion dans le jugement bouc émissaire et qui empêche les hommes présents de parler de leur vécu, de leur pratiques sans s'enfermer

derrière une image lisse et de façade par peur du jugement, ce qui est une condition sine qua non pour avancer).

Il s'agit, en partant de la confrontation de nos vécus et de nos pratiques, de réfléchir collectivement sur les moyens de rompre avec les pratiques que nous percevons comme sexistes. En identifiant la domination dans nos comportements et nos pratiques, sa forme et ses lieux, ses mécanismes, notamment inconscients, en partant de notre position de dominant en ce qui concerne les rapports hommes/femmes, nous pouvons nous donner les moyens d'agir, de remettre en cause nos présupposés, ceux-là même qui souvent sous-tendent les comportements. Nous pouvons travailler des comportements individuels et collectifs, si nous arrivons à rompre avec une atmosphère de culpabilisation (sans par contre rentrer dans la désresponsabilisation ou la négation de l'oppression), à créer une atmosphère d'entraide visant à se tirer les uns et les autres vers le haut, et pas à se raser sur à bon compte en transférant sur

l'autre le problème sans s'interroger sur ses propres pratiques.

Il est également important de rompre la solidarité masculine dans le silence face aux situations de violences envers les femmes. Essayer d'intervenir au mieux dans l'espace public, en tant que militants, éducateurs, sans donner des leçons de féminisme bien malvenues aux femmes, en prenant toujours en compte notre position sociale masculine dans la façon dont nous faisons nos interventions, pour que celle-ci interfère le moins possible. Parler, aborder des pratiques différentes en terme de rapports de couples, de jalousie, de possession, de sexualité, avec ses ami-e-s, son entourage. Essayer d'être solidaires. Ne jamais tenir les choses pour acquises et se questionner en permanence sur nos pratiques.

Expérimenter d'autres modes de relations, d'autres pratiques, avec les femmes, entre hommes et avec soi-même, en étant vigilant et en tentant de briser la compétition et le rapport viriliste.

Sam

groupe Durruti, Lyon

en avant tou-te-s !

spécial antipat

La domination hétérosexiste, source de l'homophobie

De même que la construction sociale des genres crée une hiérarchisation entre les sexes, elle nous impose une hiérarchie des sexualités.

Nous sommes conditionné-e-s pour devenir femme ou homme hétérosexuel-le. L'hétérosexualité est présente comme la norme sexuelle, reléguant au rang de déviance toute autre forme de sexualité. Cette place de l'hétérosexualité au sommet de la hiérarchie des sexualités constitue la base d'une domination spécifique: l'hétérosexisme.

L'hétérosexisme découle de la différenciation des genres. Être homosexuel-le, c'est ne pas se conformer aux critères imposés par son genre social, c'est une erreur de parcours. Les lesbiennes trahissent le genre féminin en ne se soumettant pas à la nécessité d'avoir un homme viril et protecteur à leur côté. Elles cassent le schéma d'une relation traditionnelle dont l'unique fonction serait de faire des enfants. Les idées « une femme est programmée pour avoir un ou des enfants et ne peut être épanouie sans » ou encore « ne pas être mère passée les 30 ans » suscitent encore incompréhension et remarques négatives de la part de l'entourage social. Être gay, c'est ne pas avoir intégré les valeurs de domination et de violence propres au genre masculin, c'est ne pas être « un vrai mec ».

Ainsi, bien que quelques avancées aient eu lieu dans certains pays pour la reconnaissance des homosexuel-les, les mentalités ont peu changé. L'homophobie est bien présente dans toutes les sphères de la société. Elle est subie par tou-te-s les homosexuel-les quotidiennement et partout. Lutter contre cette homophobie ambiante en affirmant ouvertement son homosexualité dans la rue, au travail ou dans la famille, c'est prendre des risques: moquerie, insulte, rejet, humiliation, coup, voire assassinat. D'où l'obligation pour la plupart de se taire, se cacher ou mentir comme s'inventer un-e partenaire de sexe opposé. Cette attitude révélant un sentiment d'infériorité intériorisé témoigne de l'homophobie culturelle et inculquée partout dès l'enfance: au sein de la famille, de l'école et de la société. Elle entraîne une dévalorisation de soi ainsi que la négation de sa sexualité hors du domaine privé.

Être lesbienne: une double oppression

Dans notre système patriarcal, être femme, c'est subir la domination masculine, et être lesbienne, c'est subir l'hétérosexisme. Les lesbiennes sont donc confrontées à cette double oppression, ce qui explique leur visibilité moindre au sein même du milieu homo. Leur sexualité n'est pas tolérée. Rendez-vous compte: elles peuvent se passer des hommes pour avoir du plaisir! La sexualité normée réduit le plaisir féminin à la pénétration du pénis dans le vagin. L'homme apparaît donc comme indispensable au plaisir de la femme, qui sans lui ne peut avoir de sexualité. Il est encore et toujours le maître. D'où l'idée communément répandue selon laquelle on devient lesbienne suite à une « mauvaise expérience » avec un homme mais jamais par désir. Ou encore, le cliché active/passive qui sous-entend l'obligation dans la relation sexuelle pour une des femmes de jouer le rôle de l'homme. Cette vision unique et réductrice de la sexualité nie l'autonomie sexuelle des femmes qui grâce au clitoris peuvent se donner du plaisir seules, par la masturbation ou entre elles. Enfin, il est réducteur de considérer que seul le pénis est susceptible de pénétration vaginale ou anale: l'utilisation des doigts, des mains, de la langue ou d'objets (sex toys ou jouets sexuels) est aussi source de plaisir.

Sortir des normes sexuelles

La sexualité hétérosexuelle normée, qui nous est imposée, si elle nie toute sexualité aux lesbiennes, enferme aussi les hétéros dans cette seule pratique sexuelle unique considérée comme « normale » que représente la pénétration. Par celle-ci, les hommes assoient leur domination en ayant une sexualité active et entreprenante, tandis que les femmes doivent se conformer à l'image de douceur et de passivité.

Ce rapport de domination détermine aussi la notion de plaisir. Le plaisir des hommes est considéré comme prioritaire et reste souvent au centre de la relation sexuelle, les femmes devant souvent remettre leur espoir au prochain rapport. Aussi, les hommes trouvent normal de demander à leurs partenaires féminines de les sodomiser sans que le contraire soit même envisagé.

Pour dépasser cette binarité actif/passive, l'une des alternatives serait de questionner le rôle central de la pénétration pénienne avec éjaculation vaginale. Dans une relation sexuelle hétéro, cela peut se faire par l'utilisation de sex toys par exemple. Ainsi, les sources de plaisir sont multipliées. L'homme apprend que son pénis n'est pas l'unique source de plaisir, la femme apprend que le vagin n'est pas le centre de sa sexualité. Si chacun-e peut aussi bien être pénétré-e ou pénétrer, la relation n'en est que plus égalitaire. Une clarification s'opère alors. La pénétration n'est plus synonyme de soumission. De plus, les femmes peuvent aussi se l'approprier. Le discours social autour du phallus est ainsi déconstruit. La relation se joue alors entre deux êtres autonomes aux désirs divers qui ne sont plus prisonniers de leur genre masculin ou féminin.

Pour sortir des carcans sexuels imposés par le patriarcat, la lutte contre l'hétérosexisme est indissociable de celle pour la déconstruction des genres. Elle s'inscrit pleinement dans la lutte anarchiste qui vise l'abolition de toute forme de domination et la liberté pour chacune et chacun de s'épanouir selon ses désirs en dehors des schémas normés.

Vivons notre sexualité autrement et comme nous l'entendons.

Nolwenn



Les transgenres contre l'ordre moral et le patriarcat

Les transgenres¹ luttent contre toutes les formes de transphobie dont elles et ils sont constamment les victimes, souvent depuis leur enfance et tout au long de leur existence. En effet, la transphobie ambiante, au sein d'une partie du corps médical et des psychologues qui se disent « spécialistes » du sujet, est tout simplement intolérable! Les revendications des trans sont pourtant simples: il s'agit pour elles et pour eux de lutter contre les difficultés qu'elles ou ils rencontrent dans la vie professionnelle: licenciements abusifs et harcèlement psychologique sur le lieu de travail, difficultés à trouver ou retrouver un emploi. D'autres actes fondamentaux comme obtenir un logement, se soigner, surmonter les démarches administratives ou postales, les déplacements, loisirs, paiement par chèque ou encore, les passages en douane, etc. peuvent tourner au véritable

cauchemar quand l'apparence physique ne correspond pas à la réalité inscrite sur leurs papiers. De fait, les transgenres sont avant tout des sans papier-ères, confronté-e-s tous les jours à l'ordre moral et aux diktats patriarcaux! Sans oublier la violence quotidienne, les agressions verbales, physiques et psychiques intenses, pouvant aller jusqu'au meurtre, comme ce fut le cas cet été en France, mais également aux États-Unis.

1. « Transsexuel-le-s » est un mot employé à tort par les médias, les scientifiques, les médecins et les psys, en lieu et place de « transgenre ». Ce dernier terme, plus précis, désigne exactement une personne, dont le genre ne coïncide pas avec son sexe de naissance et qui a le sentiment d'appartenir à un autre genre que celui que son corps laisserait supposer.

en avant tou-te-s!

spécial antipat'

Quels outils pour les luttes féministes ?

Réflexion sur la non-mixité

OUTRE LA REMISE EN CAUSE perpétuelle de la légitimité de nos luttes (quoi ? t'es féministe ? mais enfin, voyons, c'est dépassé... aujourd'hui, c'est l'égalité !), il nous faut encore nous justifier lorsqu'il s'agit de s'organiser entre nous. Ah, la voilà, la question qui fâche, qui fait causer, qui provoque tant de discussions enflammées. La non-mixité se trouve ainsi souvent au cœur des débats, et cela même quand ce n'est pas nous qui remettons le sujet sur le tapis. Eh oui, la non-mixité féminine gêne... *mais il est d'abord pour le moins surprenant que le féminisme soit la seule lutte au sujet de laquelle on se pose la question de savoir si son autonomie est légitime. On entend pourtant régulièrement, concernant les sans-papier-ère-s ou encore la lutte des Noire-s aux États-Unis, que l'indépendance et l'autonomie sont légitimes comme premier pas vers une émancipation face aux oppresseurs.*

Or la légitimité des groupes non-mixtes femmes est questionnée, voire condamnée, et ceci majoritairement par les hommes... et c'est là où le bât blesse : il y a là une volonté de la part des hommes de garder le contrôle sur les femmes, sur leurs paroles et leurs actions. En effet, l'autonomisation des mouvements de femmes menace directement les intérêts et les privilèges dont jouissent les hommes dans nos sociétés patriarcales.

Où, nous voulons nous organiser entre femmes, féministes, lesbiennes... de tous horizons, de toutes classes sociales... et nous le faisons !

Pourquoi ??

*Et pourquoi pas ?

*Parce que l'espace dit « public » (les bars, les rues, particulièrement la nuit...) est un espace majoritairement investi par les hommes : il en va donc de même pour l'espace militant. Il suffit de se pencher un peu sur les chiffres des effectifs des syndicats, partis politiques, organisations politiques, etc.

*Parce qu'il ne suffit pas qu'un groupe soit composé à 50 % de femmes

pour que son fonctionnement soit réellement mixte, et que cette mixité stricte ne préserve en aucun cas les femmes du sexisme ambiant.

*Parce que la masculinisation de l'espace militant fait que les femmes y sont trop peu nombreuses et/ou invisibilisées. Donc les luttes et les revendications axées sur les droits des femmes et leur émancipation sont mises sur la touche et/ou considérées comme « secondaires ».

*Parce que personne ne nous libérera à notre place : seules les femmes peuvent lutter efficacement pour leur émancipation sociale et sexuelle, pour leur propre condition de vie.

*Parce que nous subissons toutes une oppression commune : le patriarcat, et que celui-ci a toujours œuvré à diviser les femmes. Il est donc nécessaire d'en prendre conscience et de construire une solidarité entre toutes les femmes.

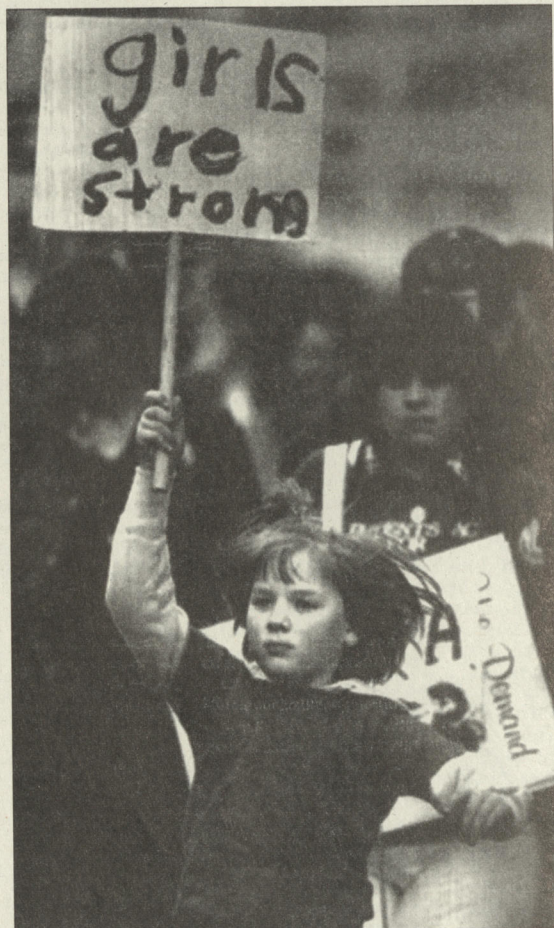
*Parce que la non-mixité nous semble par ailleurs un moyen indispensable que les femmes doivent s'approprier. Il permet d'abord d'éviter un certain nombre de rapports de domination sexiste, et il permet ensuite aux femmes de se situer un peu plus en marge de la socialisation féminine, qui nous rend excessivement dépendantes au regard et au jugement des hommes, pour penser nos prises de décision, nos actions, et pour nous penser nous-mêmes.

Comment ??

*En nous créant des espaces de discussion et d'action où chacune est libre, et notamment en apprenant, de nouveau, à considérer la valeur de nos discours et de nos réflexions théoriques.

*En remettant en cause l'ordre établi : et notamment les privilèges des dominants.

*En nous réappropriant les réflexions et les théories féministes sur lesquelles nos prédécesseuses ont planché. La question de la transmission est en effet centrale et nous permet de continuer à avancer, à progresser et à nous servir de nos acquis.



*En questionnant la division des sphères dites « publiques » et dites « privées », et cela notamment parce que la sphère dite « privée » enferme les femmes et les isole dans un rôle qui ne participe aucunement à leur épanouissement social. Le privé est politique... ce qui se passe dans le lit, à la maison ou au travail relève de la construction sociale des individu-e-s, d'un phénomène global qui structure les rapports hommes/femmes, et cela doit être questionné d'un point de vue politique.

Et comme il y a encore des tonnes de bonnes raisons de créer des groupes non mixtes femmes et qu'il y a encore des tonnes de manières de faire... nous appelons toutes les femmes à s'organiser et à venir y participer, car la pratique et le vécu sont des outils privilégiés pour se faire une idée sur les choses et leur pertinence.

Adeline Guéret

en avant tou-te-s !

spécial antipat'